



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**
Service Eau et Biodiversité

82 - 2023 - 07 - 31 - 00004

**ARRÊTÉ D'APPLICATION DÉPARTEMENTALE
des modalités de gestion
du plan de crise "sécheresse" dans le département de Tarn-et-Garonne**

Le préfet de Tarn-et-Garonne
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code civil et notamment les articles 840 à 845,
- Vu le code de la santé publique et notamment son livre III,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2124-8 et L.2124-9,
- Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.211-3, L.214-18, L.215-7 à L.215-13, R.211-66 à R.211-74,
- Vu le code pénal et notamment le livre 1^{er} – titre III,
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2215-1,
- Vu le code de l'énergie et les articles relatifs à l'utilisation de l'énergie hydraulique,
- Vu le décret 2004-0374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,
- Vu l'arrêté R76-2021-11-08-00015 délimitant les zones de répartition des eaux sur le bassin Adour-Garonne,
- Vu l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (Sdage) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant et notamment les dispositions de l'orientation "C – Agir pour assurer l'équilibre quantitatif,
- Vu l'arrêté d'orientation bassin en date du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne,
- Vu l'arrêté interdépartemental du 27 janvier 2021 fixant un plan de crise pour la préservation de la ressource en eau sur le bassin Neste et Rivières de Gascogne,
- Vu l'arrêté cadre interdépartemental du 20 juin 2023 délimitant des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin du Lot,
- Vu l'arrêté-cadre interdépartemental du 26 juin 2023 portant sur la délimitation des zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau sur l'axe Garonne,

Vu l'arrêté-cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn,

Vu l'arrêté-cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition des zones d'alerte et des mesures de limitation provisoire sur les sous-bassins du Lemboulas et de la Barguelonne,

Vu l'arrêté-cadre interdépartemental du 04 juillet 2023 portant définition des zones d'alerte et des mesures de limitation provisoire sur le sous-bassin de l'Aveyron,

Vu la consultation du public organisée du 22 avril 2023 au 12 mai 2023 inclus sous la forme d'une participation du public par voie électronique en application du L.123-19-1 du code de l'environnement,

Vu la synthèse des observations établie en date du 19 juin 2023,

Considérant la nécessité d'assurer les intérêts décrits à l'article L.211-1 du code de l'environnement, en particulier au titre de la préservation des écosystèmes aquatiques et des exigences de la vie biologique du milieu récepteur,

Considérant que pour maintenir la salubrité des cours d'eau et pour assurer l'alimentation en eau potable des populations et la protection de l'environnement, il est nécessaire de réglementer tous les prélèvements en période de sécheresse persistante,

Sur proposition de madame la secrétaire générale de Tarn-et-Garonne,

ARRETE

Article 1 – Abrogation

L'arrêté préfectoral 2020-06-30-004 du 30 juin 2020 portant définition des modalités de mise en application du plan de crise "sécheresse" dans le département de Tarn-et-Garonne est abrogé.

Article 2 – Principe et étendue de la réglementation

Le présent arrêté a pour objet :

- ♦ de regrouper au sein d'un même arrêté les dispositions des différents arrêtés cadres interdépartementaux qui s'appliquent sur le département de Tarn-et-Garonne,
- ♦ de définir un plan d'action contre la sécheresse sur les secteurs non couverts par un arrêté-cadre interdépartemental.

En fonction des débits moyens journaliers enregistrés aux points de référence ou, à défaut de point de référence en fonction des observations de terrain, des mesures de limitation des prélèvements peuvent être prises pour chaque zone définie à l'article 4. Lorsque les zones sont de grandes tailles, elles sont divisées en secteurs afin de pouvoir établir les tours d'interdiction de prélèvement pour l'usage agricole.

Lorsqu'il y a franchissement des seuils définis aux articles 6 et 7, trois niveaux de limitation sont définis aux articles 3.2 et 8 et les mesures de restriction à appliquer figurent aux articles 9 et 10.

Les mesures de restriction et de suspension temporaires s'appliquent lors de la période d'étiage, qui s'étend du **1^{er} juin au 31 octobre** comme définie dans l'arrêté d'orientation bassin (AOB). Elles peuvent s'appliquer en dehors de cette période, si les conditions hydrologiques le nécessitent.

Article 3 – Ressources concernées par les restrictions et niveaux de gravité

3.1 – Ressources concernées

La définition technique des compartiments cours d’eau et nappe d’accompagnement, nappe déconnectée et retenue déconnectée est précisée à l’annexe 8 de l’arrêté d’orientation de bassin relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne du 24 mars 2023.

Des précisions sont apportées aux paragraphes 3.1.1 à 3.1.3.

3.1.1 – Cours d’eau et canaux

Les prélèvements en rivière sont réglementés par le présent arrêté. Le canal d’amenée à Golfech, le canal latéral à la Garonne, le canal de Montech sont également concernés.

Les limitations des prélèvements sur les cours d’eau de l’Arrats et de la Gimone ainsi que leurs affluents sont régis dans le cadre du plan de crise sur le bassin de la Neste et des rivières de Gascogne.

3.1.2 – Eaux souterraines

Les prélèvements d’eau souterraine dans les nappes d’accompagnement sont réglementés comme les prélèvements directs en rivière.

Sont considérés en nappe d’accompagnement, les prélèvements effectués à moins de 100 mètres de part et d’autre des cours d’eau sauf délimitation particulière ci-dessous :

- ◆ les nappes d’accompagnement de la Garonne, du Tarn, de l’Aveyron et de la Lère qui ont fait l’objet d’une délimitation par le BRGM (voir en annexe 4 du présent arrêté).
- ◆ l’absence de nappe d’accompagnement pour les cours d’eau situés en casier BRGM (nappe déconnectée).

3.1.3 – Plans d’eau

Les caractéristiques techniques permettant de déterminer la connexion ou non des plans d’eau au milieu naturel sont définies dans le tableau de l’article 5.5.

Pour l’usage agricole, les plans d’eau déconnectés ne sont pas soumis aux restrictions temporaires des usages de l’eau sous réserve a minima que le volume qui y est prélevé annuellement (hors lutte anti-gel) soit inférieur au volume utile de la retenue (non remplissage de la retenue pendant la période d’étiage), augmenté, le cas échéant, d’un complément maximum de 20 % pour considérer les apports de ruissellement.

Pour l’usage agricole, le préleveur doit, au cours de la campagne estivale, utiliser en priorité les plans d’eau d’irrigation.

Le remplissage des plans d’eau, y compris les retenues collinaires, par prélèvement ou dérivation est interdit entre le **1^{er} juin et le 31 octobre** (campagne estivale), sauf autorisation administrative. Cependant, l’autorisation administrative cesse de prendre effet dès lors que le bassin est en restriction.

Les recharges de plans d’eau ne peuvent être réalisées qu’au cours de la période hivernale (01 novembre – 31 mai) sous couvert d’une autorisation administrative et en l’absence d’arrêté de limitation des prélèvements d’eau.

3.2 – Niveaux de gravité

Les mesures sont établies selon quatre niveaux de gravité, dont les conditions de déclenchement sont définies dans le présent arrêté. Les conditions de déclenchement, associées à chaque niveau de gravité, sont progressives et permettent l'établissement de mesures de restriction adaptées pour ce niveau. Cependant, en cas d'évolution rapide des conditions hydrologiques, il est possible de franchir un ou plusieurs niveaux de gravité afin de respecter les conditions définies et de préserver les débits des cours d'eau concernés.

Afin d'anticiper suffisamment la venue de la crise, au minimum, une échelle de gravité est définie par le présent article, qui prend en compte notamment les seuils de débit des cours d'eau. Les niveaux de gravité sont :

- ◆ **Niveau de vigilance** : il sert de référence au déclenchement au minimum des mesures de communication et de sensibilisation du grand public et des professionnels, dès que la tendance hydrologique laisse pressentir un risque de pénurie à court ou moyen terme et que la situation est susceptible de s'aggraver en l'absence de pluie significative dans les jours ou semaines à venir. La situation correspond à une satisfaction de l'ensemble des usages (alimentation en eau potable, salubrité, milieux aquatiques, sécurité des installations industrielles professionnelles et de loisirs, irrigation),
- ◆ **Niveau d'alerte** : ce niveau signifie que la coexistence de tous les usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux n'est plus assurée. Lorsque les conditions de déclenchement sont constatées, des mesures de restriction effectives des usages de l'eau non prioritaires sont mises en place. Elles induisent une réduction minimale de 30 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement,
- ◆ **Niveau d'alerte renforcée** : ce niveau est une aggravation du niveau d'alerte. Tous les prélèvements ne peuvent plus être simultanément satisfaits. Cette situation permet une limitation des prélèvements et le renforcement substantiel des mesures de restriction ou de suspension temporaire des usages si nécessaire, afin de ne pas atteindre le niveau de crise. Elles induisent une réduction minimale de 50 % de la pression de prélèvements dans le milieu, qui peut se traduire en volume, en débit ou en durée de prélèvement,
- ◆ **Niveau de crise** : il traduit la nécessité de réserver la ressource pour satisfaire les exigences définies à l'article L.211-1 du code de l'environnement, et donc en priorité la santé, la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. L'atteinte de ce niveau doit en conséquence impérativement être évitée par toute mesure préalable. Lorsqu'il est atteint l'arrêt des usages non prioritaires s'impose. Cependant, des adaptations sont possibles.

En cas de sécheresse, chaque préfet prend un arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau concernant la partie du bassin située sur son département en veillant à la cohérence des niveaux de gravité et des mesures de gestion avec les départements limitrophes concernés par le bassin versant suivant les consignes du préfet référent.

Article 4 – Définition des zones d’alerte

Le département de Tarn-et-Garonne est concerné par les bassins-versants suivants, subdivisés en zones d’alerte :

Zones de l’unité 1 – Aveyron		Zones de l’unité 4 – Garonne	
11	Aveyron aval (rivière + nappe accompagnement)	41	Garonne amont (rivière + nappe accompagnement)
12	Bassin de l’Aveyron médian	42	Garonne médiane (rivière + nappe accompagnement)
		43	Garonne aval (rivière + nappe accompagnement)
		44	Canal latéral et canal de Montech et cours d’eau réalimentés

Zones de l’unité 2 – Affluents de l’Aveyron		Zones de l’unité 5 – Affluents de Garonne	
20	Lère réalimentée + nappe accompagnement	51	Bassin de la Sère
21	Bassin de la Lère non réalimentée	52	Bassin du Lambon
22	Bassin de la Bonnette	53	Bassin de la Barguelonne amont
23	Bassin de la Seye	54	Bassin de la Barguelonne aval
24	Bassin de la Baye	55	Bassin du Lendou
25	Viaur réalimenté	56	Bassin de la Petite Barguelonne
26	Bassin du Viaur non réalimenté	57	Bassin de la Séoune
27	Vère réalimentée	58	Bassin de l’Aroue
28	Bassin de la Vère non réalimentée	59	Petits affluents de Garonne
29	Petits affluents de l’Aveyron aval et médian		

Zones de l’unité 3 – Tarn		Zones de l’unité 7 – Lot	
31	Tarn (rivière + nappe accompagnement)	71	Boudouyssou réalimenté
32	Tescou réalimenté	72	Bassins du Boudouyssou non réalimenté et de la Tançanne
33	Bassin du Tescou non réalimenté	73	Affluents du Lot domianial amont
34	Bassin du Lemboulas amont et du Petit Lembous		
35	Bassin du Lemboulas aval	Zones de l’unité 8 – Neste et Rivières de Gascogne	
36	Bassin de la Lupte et du Lembous	81	Arrats réalimenté
37	Petits affluents du Tarn	82	Bassin de l’Arrats non réalimenté
		83	Gimone réalimentée
		84	Bassin de la Gimone non réalimentée

Article 5 – Application des restrictions

5.1 – Usage agricole

Pour l’usage agricole, les mesures de limitation s’appliquent au niveau des zones d’alerte. Pour chacune de ces zones, les secteurs permettant d’établir les tours d’interdiction pour l’usage agricole sont présentés en annexes 1, 2 et 5 :

- ◆ 1 – Cartographie départementale des secteurs,
- ◆ 2 – Tableaux de sectorisation des restrictions,
- ◆ 5 – Description littérale des secteurs des zones d’alerte.

5.2 – Usages domestiques et assimilés pour les particuliers, entreprises et collectivités

Pour les usages domestiques et assimilés, dans un objectif d'efficacité et de lisibilité, les restrictions s'appliquent au niveau communal.

L'annexe 3 présente, par commune, les zones de restriction. Lorsqu'une commune est concernée par plusieurs zones de restriction, dès qu'une des zones de la commune est concernée par un niveau de limitation ou d'interdiction, la commune est considérée sur son ensemble en restriction ou en interdiction d'usage.

Lorsqu'une commune est concernée par plusieurs niveaux de restriction, c'est le niveau le plus contraignant qui est appliqué.

Pour ces catégories d'usagers, les restrictions s'appliquent sans distinction du milieu de prélèvement : eaux superficielles (cours d'eau – plans d'eau) et eaux souterraines (puits en nappes d'accompagnement ou nappes déconnectées), y compris par l'intermédiaire de réseaux collectifs d'irrigation (Asa, Cuma, syndicats, concessions d'Etat, ...).

Une exception est faite pour les riverains des grands cours d'eau réalimentés (Garonne – Tarn – Aveyron – Gimone – Arrats – Canaux) qui peuvent continuer à prélever sans restriction dans les grands cours d'eau tant que ceux-ci ne sont pas soumis à restriction et qu'il n'y a pas de restriction sur l'eau issue du réseau d'eau potable fixées par arrêté préfectoral.

5.3 – Usages non domestiques des entreprises

Les entreprises doivent limiter leurs prélèvements au strict besoin nécessaire à leurs activités dès lors que la ressource utilisée est soumise à restriction.

Les installations classées soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration au titre de la nomenclature ICPE doivent respecter les dispositions spécifiques s'appliquant en cas de sécheresse contenues dans leur arrêté (autorisation – complémentaire – prescriptions spécifiques).

Une cartographie est disponible sur le portail des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne : <https://www.tarn-et-garonne.gouv.fr/>

5.4 – Usages non concernés

Ne sont pas soumis aux restrictions :

- ◆ les prélèvements des collectivités pour l'alimentation en eau potable
- ◆ la santé, la salubrité publique (dont enjeux sanitaires), la sécurité civile et militaire (dont la défense incendie)
- ◆ l'abreuvement des animaux, les parcs à volailles et les piscicultures.

Dans tous les cas, la priorité est donnée à ces usages prioritaires et à la préservation du milieu aquatique.

5.5 – Synthèse

TYPE DE PRELEVEURS	PERIMETRE DE RESTRICTION SELON L'ORIGINE DE L'EAU	
	MILIEU NATUREL	RESEAU EAU POTABLE
P = Particuliers	COMMUNE	COMMUNE
E = Entreprises	COMMUNE	COMMUNE
C = Collectivités	COMMUNE	COMMUNE
A = Agriculteurs	ZONE D'ALERTE	COMMUNE

MILIEU NATUREL				
Restriction à la commune				
Restriction à la zone d'alerte				
EAUX SUPERFICIELLES				
Cours d'eau – Cours d'eau réalimenté – Canal – Source	X	X	X	X
Plan d'eau connecté au milieu naturel	X	X	X	X
<ul style="list-style-type: none"> - en travers de cours d'eau sans débit réservé effectif ou notifié - alimenté en continu par une dérivation (pas de déconnexion estivale) - sur source - par défaut, les plans d'eau dont la déconnexion n'est pas avérée 				
Plan d'eau déconnecté au milieu naturel	X	X	X	
<ul style="list-style-type: none"> - les réserves de substitution : il s'agit d'un ouvrage artificiel permettant de substituer des volumes prélevés à l'étiage par des volumes prélevés en période de hautes eaux. Les dispositions instituant la période de remplissage et les contraintes de seuils correspondants à des débits de cours d'eaux ou des niveaux de nappe déclenchant ou arrêtant le remplissage, sont notifiés pour chaque réserve par les services de l'Etat au gestionnaire de la réserve. Le remplissage est interdit en période d'étiage. Ne sont pas soumises à restriction les réserves de substitution relevant d'une DIG/DUP qui réalimentent les cours d'eau - retenues collinaires remplies uniquement par ruissellement et eaux de drainage - dont le remplissage est réalisé en période hivernale par dérivation, et/ou ruissellement et/ou drainage et/ou pompage d'eaux superficielles ou souterraines. Pendant la période d'étiage, le plan d'eau est déconnecté du réseau hydrographique et hydrogéologique (remise à niveau éventuelle par récupération des eaux de ruissellement et de drainage). Le remplissage est interdit en période d'étiage, - bénéficiant d'un acte administratif reconnaissant une gestion dite déconnectée 				

EAUX SOUTERRAINES				
Nappes superficielles connectées (moins de 10 mètres de profondeur)	X	X	X	X
<ul style="list-style-type: none"> - plan d'eau connecté (en lien avec la nappe d'accompagnement [remise en eau naturelle du site de prélèvement]) et gravières, - nappe d'accompagnement (connectée à un cours d'eau). Elle correspond à : <ul style="list-style-type: none"> => une délimitation réalisée par un bureau d'études spécialisé (exemple : BRGM pour la Garonne, le Tarn, l'Aveyron et la Lère dans le Tarn-et-Garonne), ou à défaut => une bande de 100 mètres maximum de part et d'autre du cours d'eau et sauf dans les périmètres où un bureau d'études spécialisé a déterminé l'absence de nappe d'accompagnement (casiers déconnectés dans le Tarn-et-Garonne), 				
Nappes superficielles déconnectées (moins de 10 mètres de profondeur)	X	X	X	
<ul style="list-style-type: none"> - casiers déconnectés déterminés par le BRGM - au-delà de la nappe d'accompagnement déterminée par le BRGM ou à défaut au-delà de 100 mètres de distance du cours d'eau 				
Nappes profondes (supérieur ou égal à 10 mètres de profondeur)	X	X	X	

EAU ISSUE DU RESEAU D'EAU POTABLE				
Restriction à la commune				

Tous les cours d'eau ne sont pas dotés des mêmes dispositifs de suivi :

- ◆ les grands cours d'eau sont équipés de station de mesure de débit en continu, permettant de connaître le niveau d'écoulement en instantané avec une transmission de la donnée en temps réel. Ce système permet d'établir le débit moyen journalier à J+1 : le QMJ,
- ◆ les petits bassins :
 - ✓ équipés de station de mesure en continu mais sans transmission de la donnée en temps réel. Le QMJ est établi à chaque relève de la donnée (généralement une fois par semaine),
 - ✓ faisant l'objet d'une mesure ponctuelle du niveau d'écoulement de l'eau, au moins une fois par mois.
 - ✓ faisant l'objet d'une observation visuelle du niveau d'écoulement de l'eau, au moins une fois par mois.

Article 6 – Définition des seuils d'alerte aux points de référence pour les grands cours d'eau

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) du bassin Adour-Garonne fixe, sur certains cours d'eau et en différents points stratégiques, des débits seuils minimum à respecter pour garantir le bon fonctionnement des milieux aquatiques. Ces débits seuils sont mesurés à partir de stations de référence associées.

◆ **Le DOE – Débit objectif d'étiage**

C'est le débit de référence permettant l'atteinte du bon état des eaux et au-dessus duquel est satisfait l'ensemble des usages, en moyenne 8 années sur 10. Il traduit les exigences de la gestion équilibrée visée à l'article L.211-1 du code de l'environnement. A chaque station de référence, la valeur du DOE est visée chaque année en période d'étiage, en valeur journalière, et constitue l'objectif qui conditionne le rétablissement des équilibres quantitatifs.

Le Sdage indique, dans sa disposition "C_3 – Définition des débits de référence", le DOE est considéré satisfait pour l'étiage :

- ✓ d'une année donnée lorsque le débit moyen journalier (QMJ) est supérieur au DOE,
- ✓ durablement lorsque l'objectif est atteint au moins 8 années sur 10.

◆ **le DA – Débit d'alerte**

Cette valeur est généralement égale à 80 % du DOE mais peut être adaptée sur les cours d'eau à faible débit. Il permet la mise en place des premières mesures de restriction des usages de l'eau,

◆ **le DAR – Débit d'alerte renforcée**

Il peut correspondre au tiers inférieur entre le DOE et le DCR [$DCR + 1/3 (DOE - DCR)$] ou être différent afin d'assurer la cohérence des seuils et des mesures prises de l'amont vers l'aval de l'axe et garantir un écart suffisant entre les seuils d'un même point,

◆ **le DCR – Débit de crise**

C'est le débit de référence au-dessous duquel seules les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile, de l'alimentation en eau potable et les besoins des milieux naturels peuvent être mis en péril. La valeur du DCR est impérativement sauvegardée en valeur moyenne journalière.

◆ **le DOC – Débit objectif complémentaire**

Il est fixé sur les principaux affluents pour lequel le Sdage n'a pas fixé de DOE. Ces débits de référence doivent être satisfaits dans les mêmes conditions que le DOE.

◆ le DSG – Débit seuil de gestion

Il s'agit d'un débit affecté à un axe hydraulique permettant de satisfaire les besoins biologiques du cours d'eau.

Le département de Tarn-et-Garonne est concerné par les stations de référence suivantes :

Numéro de zone	Cours d'eau	Station de référence	Zone géographique concernée	Débit en m ³ /s			
				DOE ou DOC	QA	QAR	DCR
76_82_0011	Aveyron aval	Loubéjac *	Le cours d'eau Aveyron et sa nappe d'accompagnement, entre ses confluences avec le Viaur et le Tarn	3,90	3,20	2,00	1,00
76_82_0012	Aveyron médian	Laguépie 1 *	Le cours d'eau Aveyron, en amont de sa confluence avec le Viaur	1,10	0,90	0,80	0,70
76_82_0020	Lère réalimentée	Réalville *	La Lère et sa nappe d'accompagnement	0,11	---	0,05	0,02
76_82_0021	Lère non réalimenté	Hèche Caussade **	Bassin de la Lère non réalimentée (DOC)	0,03	---	---	0,01
76_82_0027	Vère	La Gauterie Bruniquel	La Vère	0,10	0,08	0,05	0,02
76_82_0025	Viaur	Laguépie 2 *	Le Viaur	1,10	0,90	0,60	0,30
76_82_0031	Tarn aval	Villemur-sur-Tarn * (31)	Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, de son entrée dans le département jusqu'à la confluence avec la Garonne	Du 01 juillet au 31 août			
				25,00	20,00	16,30	12,00
				Du 01 septembre au 30 juin			
				21,00	17,00	14,50	12,00
76_82_0035	Lemboulas aval	Lunel – Lafrançaise *	Le Lemboulas	0,10	0,08	0,05	0,02
76_82_0032	Tescou réalimenté	Saint-Nauphary *	Le Tescou réalimenté	0,10	0,08	0,07	0,05
76_82_0033	Tescou amont	Roucayrol – Varennes **	Bassin du Tescou non réalimenté (DOC)	---	0,04	---	0,02
76_82_0043	Garonne de plaine et maritime	Tonneins * (47)	La Garonne et sa nappe d'accompagnement, de la station de Lamagistère à sa sortie du département	110,00	88,00	77,00	60,00
76_82_0042	Garonne de plaine	Lamagistère *	La Garonne et sa nappe d'accompagnement, de la station de Verdun-sur-Garonne à la station de Lamagistère, ainsi que le canal d'amenée à Golfech	85,00	68,00	49,00	31,00
76_82_0041	Garonne de plaine	Verdun-sur-Garonne *	La Garonne et sa nappe d'accompagnement, de son entrée dans le département à la station de Verdun-sur-Garonne ainsi que le canal latéral, de son entrée à sa sortie du département et le Canal de Montech	45,00	36,00	30,00	22,00
76_82_0054	Barguelonne aval	Fourquet Castelsagrat *	La Barguelonne, de sa confluence avec la Petite Barguelonne à sa confluence avec la Garonne	0,12	0,09	0,05	0,02
76_82_0081	Arrats	Saint-Antoine (32)	L'Arrats	0,27	---	0,24	0,22
76_82_0083	Gimone	Castelferrus	La Gimone	0,40	---	0,32	0,28

* point nodal défini au SDAGE

** en raison des faibles débits d'étiage, les plans de gestion des étiages de la Lère et du Tescou ne fixent que deux valeurs seuils : le débit d'alerte (QA) et le débit de crise (QCR). Ils définissent également la notion de débit objectif complémentaire (DOC) correspondant à un débit objectif minimum à satisfaire.

Article 7 – Dispositifs de suivi des petits bassins versants

Pour les bassins et cours d'eau qui ne disposent pas d'un point nodal ou d'un point de gestion avec DOC, dénommés "petits bassins", la gestion est réalisée à partir de mesures (pour les bassins équipés d'une station de mesure), d'observations ou de jaugeages ponctuels permettant de définir un niveau d'écoulement.

7.1 – Stations de référence et débits de gestion de crise

Les zones d'alerte-concernées sont :

Zone	Cours d'eau	Station de référence	Dpt limitrophe	Débit en m ³ /s			
				DSG*	QA	QAR	DCR
22	Bonnette	Saint-Antonin-Noble-Val (82)	82	0,100	0,080	0,050	0,020
36	Lupte – Lembous	Station de Richard - Castelnau Montratier (46)	46	0,070	0,045	0,025	0,015
53	Barguelonne Amont	Station de pont de Thézels - Castelnau Montratier (46)	46	0,060	0,035	0,020	0,010
55	Lendou	Station de La Beyne - Saint Laurent Lolmie (46)	46	0,100	0,060	0,030	0,020
56	Petite Barguelonne	Station de Laborde Neuve - Montcuq - Lebreil (46)	46	0,120	0,070	0,045	0,020
58	Aroue	Caudecoste (47)	32 - 47	0,080	---	0,060	0,050

* DSG (Débit Seuil de Gestion) : indicateur de suivi de l'entrée en étiage d'un cours d'eau

Sur ces bassins, les niveaux de restriction sont définis en fonction des débits relevés sur les stations de mesure et des niveaux de gravité qui ont été fixés. Sur les bassins à cheval sur plusieurs départements, une cohérence interdépartementale est recherchée pour le déclenchement des mesures de restriction.

7.2 – Définition des modalités Onde

Le niveau d'écoulement est apprécié visuellement au point d'observation selon 4 modalités :

- ✓ Onde 1-a : écoulement visible permettant le fonctionnement biologique
- ✓ Onde 1-f : écoulement visible faible ne permettant plus le fonctionnement biologique
- ✓ Onde 2 : écoulement non visible
- ✓ Onde 3 : assec

7.3 – Bassins comprenant un seul point Onde

Les zones d'alerte concernées sont :

Zone	Cours d'eau	Point Onde
24	Baye	Ginals (82 000 022)
23	Seye (à l'identique de la Baye)	Ginals (82 000 022)
34	Lemboulas amont	Castelnau-Montratier (O5920001)
52	Lambon	Comberouger (82 000 011)
57	Séoune	Bagat-en-Quercy (O6170001)
72	Tancanne	Auradou (O8650001)

Cas particulier

Pour la Tancanne, en raison d'enjeux importants liés à la préservation d'espèces protégées (notamment les écrevisses à pattes blanches), le niveau de crise (interdiction totale) est assuré dès lors que le point Onde de l'OFB de Lot-et-Garonne fait apparaître un écoulement visible faible (1f).

7.3.1 – bassins comprenant plusieurs points Onde

Les zones d'alerte concernées sont :

Zone	Cours d'eau	Point Onde
21	Lère non réalimentée	Le Daudou à Septfonds (82 000 021)
		La Lère à Puylaroque (82 000 023)
		Le Paris à Caussade (82 000 024)
29	Petits affluents de l'Aveyron	Le Longues-Aygues à Vaïssac (82 000 029)
		Le Rieumet à Montricoux (82 000 020)
		La Tauge à Saint-Etienne-de-Tulmont (82 000 025)
		L'Angle à Saint-Etienne-de-Tulmont (82 000 026)
37	Petits affluents du Tarn	Le Mortariou à Villemade (82 000 040)
		Le Payrol à Barry-d'Islemade (82 000 001)
		Le Bernon à Meauzac (82 000 002)
		Le Maribenne à Meauzac (82 000 003)
		Le Rieu-Tort à Campsas (82 000 014)
		Le Guitardio à Corbarieu (82 000 015)
		Le Pengaline à Nohic (82 000 016)
51	Sère	La Madelaine à Moissac (82 000 038)
		Le Bartac à Moissac (82 000 039)
59	Petits affluents de la Garonne	La Sère à Castelmayran (82 000 004)
		La Sère à Lavit (82 000 009)
		L'Ayroux à Saint-Michel (82 000 005)
		Le Comeson à Auvillar (82 000 006)
		Le Comeson à Mansonville (82 000 008)
		La Tessonne à Beaumont-de-Lomagne (82 000 010)
		Le Marguestaud à Verdun-sur-Garonne (82 000 012)
82	Affluents de l'Arrats	La Nadesse à Verdun-sur-Garonne (82 000 013)
		La Saudèze à Saint-Vincent-Lespinnasse (82 000 037)
		Le Gélon à Tournecoupe (32) (O6080001)
84	Affluents de Gimone	Le Lourbat à Monfort (32) (O6070001)
		L'Orbe à Sainte-Gemme (32) (O6070002)
		La Mort à Sarrant (32) (O2830001)
		Le Sarrampion à Roquelaure-St-Aubin (32) (O2810001)
		Le ruisseau d'En Béjon à Escorneboeuf (32) (O2760001)

Chapitre 4 – Conditions de déclenchement et modification des niveaux de restriction

Article 8 – Conditions de modification des niveaux de restriction

8.1 – Conditions de déclenchement des restrictions

Niveau de gravité	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
-------------------	-----------	--------	------------------	-------

Zone d'alerte en gestion par station hydrométrique Dreal

	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours inférieure au DOE ou DOC ou DSG	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours comprise entre le DA et le DAR	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours comprise entre le DAR et le DCR	Valeur du QMJ sur 2 jours consécutifs inférieure au DCR
--	---	--	---	---

Zone d'alerte en gestion par station Onde

- Une station	néant	Premier constat en écoulement visible faible	Deux constats consécutifs faible	Premier constat en écoulement non visible
- Plusieurs stations	Au moins un constat d'écoulement visible faible	Premier constat avec 20 % des points en écoulement visible faible	Premier constat avec 30 % des points en écoulement visible faible	Premier constat avec 50 % des points en écoulement visible faible ou 1 point en assec

Sur les axes réalimentés, les restrictions peuvent ne pas être déclenchées si le gestionnaire du soutien d'étiage est en capacité :

- ◆ d'accroître les lâchers d'eau sur une durée conséquente,
- ◆ de faire remonter les débits aux stations de référence aval selon un temps de transfert établi au préalable et modulé aux conditions du moment.

8.2 – Conditions de levée des restrictions

Crise => alerte renforcée	Alerte renforcée => alerte	Alerte => Levée des mesures
------------------------------	-------------------------------	--------------------------------

Zone d'alerte en gestion par station hydrométrique Dreal

	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours comprise entre DCR et DAR	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours comprise entre le DAR et le DA	Moyenne du QMJ des 3 derniers jours comprise entre le DA et le DOE/DOC ou DSG
--	---	--	---

Zone d'alerte en gestion par station Onde

- une seule station	Premier constat en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible	Trois constats consécutifs en écoulement visible acceptable
- plusieurs stations	100 % des points en écoulement visible	Deux constats consécutifs en écoulement visible pour tous les points	Trois constats consécutifs écoulement visible acceptable pour tous les points

Chapitre 5 – Mesures de limitations pour les différents usages

Article 9 – Tableau des mesures minimales de restriction

Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités selon le niveau de gravité de l'étiage

Usages		Vigilance		Alerte		Alerte renforcée		Crise	
P E C A	Production, Education, Culture, Espionnage	Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de réserves d'opportunités de la ressource en eau en période d'étiage)	Information via communiqué de presse + Information de l'OUISC + Toute mesure d'arrêts ou arrêts par l'OUISC	Interdiction 2 jours / semaine des prélèvements agricoles et/ou réduction en temps de 13 h 00 à 20 h 00 pour les cas particuliers du mascléage, horticulture et pépinières et/ou réduction de 8 h 00 pour les systèmes d'irrigation localisés en goutte à goutte + 30 % en débit (ours d'eau organisés)	Interdiction 3,5 jours / semaine des prélèvements agricoles et/ou réduction en temps de 8 h 00 à 20 h 00 pour les cas particuliers du mascléage, horticulture et pépinières et/ou réduction de 12 h 00 pour les systèmes d'irrigation localisés en goutte à goutte + 50 % en débit (ours d'eau organisés)	Interdiction de 8 h 00 à 20 h 00 + Toute mesure d'arrêts ou arrêts par l'OUISC	Interdiction des prélèvements sauf adhésion de résidents marins situés près de pour les cultures potagères et les cultures ornementales + Toute mesure d'arrêts ou arrêts par l'OUISC	X X X X	X X X X
X X X X	Arrêtage des jardins potagers (y compris zones, non agricoles) + Arrêtage des pépinières, jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, gâches particulières (joss de gâches) ou jardins marginaux de sites par des collectivités ; une application dans les cas particuliers de la base des restrictions applicables aux jardins potagers)	Informations via communiqué de presse + Information via communiqué de presse	Interdiction de 13 h 00 à 20 h 00 + Interdiction de 8 h 00 à 20 h 00	Interdiction de 8 h 00 à 20 h 00 + Arrêtage possible de 20 h 00 à 8 h 00, limité à 2 fois par semaine	Interdiction totale sauf pour terrains de sport d'extérieur national ou international + Arrêtage possible de 8 h 00 à 20 h 00, arrêtage possible de 20 h 00 à 8 h 00, limité à 2 fois par semaine, sauf en cas de pénurie d'eau possible (précipitation locale)	Interdiction d'arrêter les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20 h 00 et 8 h 00 sauf en cas de pénurie d'eau possible + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % + Un registre de prélèvements devra être tenu hebdomadairement pendant la période d'étiage.	Interdiction d'arrêter les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20 h 00 et 8 h 00 sauf en cas de pénurie d'eau possible + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % + Un registre de prélèvements devra être tenu hebdomadairement pendant la période d'étiage.	X X X X	X X X X
X X X X	Arrêtage des golfes (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Informations via communiqué de presse	Interdiction de 13 h 00 à 20 h 00 + Interdiction de 8 h 00 à 20 h 00	Interdiction de 8 h 00 à 20 h 00 + Arrêtage possible de 20 h 00 à 8 h 00, limité à 2 fois par semaine	Interdiction totale sauf pour terrains de sport d'extérieur national ou international + Arrêtage possible de 8 h 00 à 20 h 00, arrêtage possible de 20 h 00 à 8 h 00, limité à 2 fois par semaine, sauf en cas de pénurie d'eau possible (précipitation locale)	Interdiction d'arrêter les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20 h 00 et 8 h 00 sauf en cas de pénurie d'eau possible + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 60 % + Un registre de prélèvements devra être tenu hebdomadairement pendant la période d'étiage.	Interdiction d'arrêter les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20 h 00 et 8 h 00 sauf en cas de pénurie d'eau possible + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 % + Un registre de prélèvements devra être tenu hebdomadairement pendant la période d'étiage.	X X X X	X X X X
Pas de limitation sauf arrêtés spécifiques									

Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités selon le niveau de gravité de l'étiage

P=Particuliers,
E=Entreprises,
C=Collectivités,
A=Exploitant agricole

		Usage			Vigilance			Alerte renforcée			Crise			
P	E	C	A											
2 - Lavage et nettoyage														
X	X	X	X	Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	Information via communiqué de presse Affichage obligatoire de l'arrêté de vigilance ou du communiqué de presse	Interdiction Sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de nettoyage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire et sécuritaire	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire et sécuritaire	
X				Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Information via communiqué de presse	Interdiction totale	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire et sécuritaire	
X	X	X	A	Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, terrasses et autres surfaces imperméabilisées	Information via communiqué de presse	Interdiction Sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux	Interdiction Sauf impératif sanitaire	Interdiction Sauf impératif sanitaire et sécuritaire	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction Sauf impératif sanitaire	Interdiction Sauf impératif sanitaire	Interdiction Sauf impératif sanitaire	Interdiction Sauf impératif sanitaire et sécuritaire	
3 - Loisirs														
A				Remplissage de piscines familiales	Information via communiqué de presse	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Interdiction totale Sauf formes à niveau	Interdiction totale	
X	X			Remplissage de piscines accueillant du public	Information via communiqué de presse	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	Interdiction totale, sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'APS	
X	A	A		Vidange de piscines	Information via communiqué de presse	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"	Interdiction totale Rapport : Décret (arrêté) N°13312 du Code de la santé publique : "à caractère d'hygiène dans les systèmes de collecte des eaux usées : (...) Des saur de Toulois, les communes assainies en application de l'article L. 1331-10 peuvent obliger aux C et D de l'arrêté, préalable à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les travaux soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du site. Les obligations peuvent, en outre, être accordées sous réserve de préalablement avoir été convenu dans les systèmes de collecte"
X	X	X		Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert	Information via communiqué de presse	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	
X	X	X		Navigation fluviale	Information via communiqué de presse	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	
X	X	X		Fonctionnement des douches de plages et/ou autres dispositifs analogues	Information via communiqué de presse	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	Interdiction totale	
X	X	X	A	Opérations professionnelles et amateurs et autres activités dans le lit ou sur les berges pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques	Information via communiqué de presse	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)	Interdiction possible du pleinement du lit mouillé sur agglomération des enjeux locaux. (hors zones de protection des installations agricoles) à définir dans les arrêtés de pleinement de restriction temporaire (dans les arrêtés concernés)

Usagers	Usages
P= Particulier, E= Entreprise, C= Collectivité, A= Exploitant agricole	Usages
Mesures de limitation ou d'interdiction des usages de l'eau ou des activités selon le niveau de gravité de l'étiage	

P	E	C	A	Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
4 - ICPE, hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques								
				Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions			Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommerices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.
x	x		x	Installations de production d'électricité d'origine hydraulique				Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit, quel que soit leur règlement d'eau, du 1er juin au 31 octobre, et à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines*** ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents). L'exploitant informe le service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de tout arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou indisponibilité des équipements de production électrique, ainsi que de toute reprise.
x	x		x	Manceuvres des vannes d'installations hydrauliques	Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et/ou à l'aval des barrages et moulins, sont interdites du 1er juin au 31 octobre, et à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception : - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage et à l'alimentation des piscicultures.			
x	x		x	Remplissage des plans d'eau sauf retenues désignées à l'AEF et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	information via communiqué de presse			Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage et du 1er juin au 31 octobre, ainsi qu'à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.
5 - Rejets dans le milieu naturel								
x	x		x	Vidange totale de plans d'eau vers le réseau hydrographique	Information via communiqué de presse			Interdiction totale sauf autorisation administrative

* Ces mesures ne sont pas applicables dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées

** Voir annexe 8 de l'AOB

*** Un extrait de la liste fixée par le code de l'environnement de ces usines de pointe dont les ouvrages sont concernés figure en annexe 9 de l'AOB

Article 10 – Usage agricole

10.1 – Réglementation de la sectorisation des prélèvements

La répartition des restrictions dans le temps, par zone et par secteur est définie dans les tableaux de l'annexe 2.

La localisation des zones d'alerte et des secteurs de restriction est disponible sur le portail des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne à l'adresse :

<https://www.tarn-et-garonne.gouv.fr/>

10.2 – Irrigation individuelle

Niveau de restriction (articles 8 et 9)	Nombre de jours d'interdiction de prélèvement
NIVEAU ALERTE	2 jours par semaine
NIVEAU ALERTE RENFORCÉE	3,5 jours par semaine
NIVEAU CRISE	Interdiction totale

10.3 – Réseaux collectifs

Les réseaux collectifs d'irrigation (Asa, Cuma, syndicats, concessions d'Etat, ...) sont soumis aux restrictions de la zone d'alerte du point de prélèvement. Cependant, l'application des niveaux de restriction peut être aménagée par le préfet de département sur présentation d'un plan organisationnel (par exemple, des tours d'eau) prévoyant pour chaque niveau d'alerte (alerte, alerte renforcée), une diminution des prélèvements équivalente aux 2 niveaux de restriction (30 %, 50 %).

Ce plan organisationnel doit être déposé auprès du préfet, pour validation, **au plus tard le 15 mai**.

De manière transitoire pour 2023, le plan organisationnel doit être déposé auprès du préfet, pour validation, au plus tard 15 jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Dans l'attente de cette validation, la restriction de droit commun, s'applique en jours d'interdiction.

10.4 – Irrigation en goutte-à-goutte

Pour la pratique exclusive de l'irrigation en goutte-à-goutte, le niveau de restriction peut être aménagé de la façon suivante :

Niveau de restriction pour l'irrigation par aspersion		Aménagement de la restriction pour l'irrigation exclusive en goutte-à-goutte	
ALERTE	2 jours par semaine	=>	Interdiction d'irriguer pendant 8h00 par jour
ALERTE RENFORCÉE	3,5 jours par semaine	=>	Interdiction d'irriguer pendant 12h00 par jour
CRISE	Interdiction totale	=>	Interdiction totale de prélèvement

10.5 – Prélèvements sur le système Neste

Dans le cas où les prélèvements font l'objet d'une gestion volumétrique annuelle, des mesures de restriction sur les volumes annuels sont applicables, conformément à l'arrêté interdépartemental du 27 janvier 2021 fixant un plan de crise pour la préservation de la ressource sur le bassin de la Neste et des rivières de Gascogne.

Cette disposition dite des "quotas" s'applique aux zones d'alerte suivantes :

- ◆ 81 – Rivière de l'Arrats réalimentée,
- ◆ 83 – Rivière de la Gimone réalimentée.

10.6 – Tours d'eau en agriculture

Certaines zones d'alerte peuvent faire l'objet de tours d'eau de façon expérimentale notamment sur les cours d'eau particulièrement sensibles à l'étiage. Afin de concilier les usages tout en préservant autant que possible les milieux aquatiques, pour la période estivale **du 1^{er} juin au 31 octobre**, et quelle que soit l'hydrologie des cours d'eau, des gestions particulières sont mises en œuvre pour les **prélèvements agricoles** uniquement.

L'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, transmet aux DDT concernées, **au plus tard le 15 mai** de chaque année, la programmation des tours d'eau aux niveaux de gravité alerte et alerte renforcée pour les préleveurs agricoles ayant fait une demande inscrite dans le plan annuel de répartition (PAR). La proposition est à l'échelle de la zone d'alerte (pas de découpage de zone d'alerte).

Le préfet de département valide les dispositions par arrêté préfectoral ou courrier spécifique. L'OFB est destinataire de la décision.

En cas de non-respect du dispositif de tours d'eau par au moins un des préleveurs, l'arrêté préfectoral spécifique de tours d'eau peut être abrogé immédiatement et c'est le droit commun du présent arrêté qui s'applique à l'ensemble des préleveurs de la zone d'alerte concernée.

En l'absence de proposition de tours d'eau validée **avant le 31 mai**, c'est le droit commun du présent arrêté qui s'applique à l'ensemble des préleveurs de la zone d'alerte concernée.

Aucune adaptation n'est accordée au niveau de crise.

10.7 – Cultures prioritaires : Maraîchage – Floriculture – Pépinières

10.7.1 – Présentation

Le maraîchage est une polyculture légumière en rotation courte avec tout ou partie de la production commercialisée en circuit-court (à distinguer des monocultures de légumes de plein-champs).

Concernant le maraîchage, la floriculture et les pépinières, dites "cultures prioritaires", la sectorisation (article 10.1) ne s'applique pas. Les contraintes culturelles de ce type de production amènent à un aménagement des limitations dans les mêmes proportions mais en horaire et non plus en jours, selon les modalités détaillées au paragraphe suivant.

10.7.2 – Modalités

	Niveaux de gravité		
	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Agriculture			
<i>Toute mode d'irrigation (aspersion – goutte-à-goutte – ...) – Tout mode de prélèvement (pompage – dérivation)</i>			
Cultures prioritaires	Interdiction entre 13 h 00 et 20 h 00	Interdiction entre 08 h 00 et 20 h 00	Interdiction entre 08 h 00 et 20 h 00

10.8 – Adaptations pour les cultures spéciales en cas d'interdiction totale

10.8.1 – Présentation

Au niveau de crise, des adaptations de mesures de restriction moins strictes peuvent être autorisées par le préfet de département, notamment pour les exploitants agricoles, au regard de l'équilibre entre les enjeux économiques et environnementaux. Cet élément de justification figure dans les considérants de l'arrêté de restriction temporaire des usages de l'eau.

Conformément à l'arrêté d'orientation bassin, le préfet juge, en ce qui concerne spécifiquement les prélèvements agricoles, de la suffisance des éléments de connaissance en sa possession pour permettre l'accès à des mesures de restriction moins strictes pour certains usages et situations. Ces données doivent comporter une vision suffisante des assolements et des besoins en eau restants pour une bonne prise de décision et garantir la disponibilité de la ressource pendant la durée de l'étiage.

Les adaptations moins strictes des restrictions ne devront pas dépasser pour une année donnée **10 %** en volume et/ou en débit et/ou en surface de l'assolement irrigué de la zone d'alerte concernée, pour les eaux de surface et les eaux souterraines, sur la base de la référence des données du registre parcellaire graphique (RPG) 2020 (le calcul sera mené en prenant en compte les taux d'irrigation définis dans l'étude des besoins en eau des cultures du SRISET de la DRAAF Occitanie). Sur cette base, dénommée base_100, le service en charge de l'instruction des demandes pour le préfet vérifie le respect du seuil maximal à respecter par zone d'alerte.

Les demandes d'adaptation moins strictes des restrictions doivent être déposées avant le **31 mai** de chaque année auprès de la DDT de chaque département concerné et contenir :

- ◆ la/les cultures concernées ainsi que leurs surfaces respectives,
- ◆ les volumes ainsi que les débits associés,
- ◆ les modalités techniques permettant la vérification des consommations réalisées pendant la période d'adaptation de restrictions moins strictes (débits de pompages, index et relevés de compteurs...).

En l'absence de demande déposée par l'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, seules les cultures prioritaires désignées au 10.7 pourront bénéficier des adaptations de prélèvement en période de basses eaux.

Les semences sont éligibles, mais ne sont pas considérées comme prioritaires au regard des ressources généralement garanties dont disposent les irrigants sous contrat.

Un bilan des adaptations moins strictes en débit et en volume est transmis au préfet compétent par l'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, à la fin de chaque campagne d'irrigation. Il contient notamment la liste des bénéficiaires, les surfaces des cultures irriguées, les dates, débits et volumes de prélèvements de la période de restrictions concernée (précisions non exhaustives).

La diversification des cultures irriguées qui s'opère du fait du changement climatique ne doit pas se traduire par une augmentation des surfaces de cultures bénéficiant de ces adaptations.

La caractérisation des cultures et les pratiques retenues pour l'adaptation de restrictions moins strictes des usages de l'eau sont appréhendées selon une approche globale cultures / systèmes d'irrigation, à l'échelle du territoire et au regard de différents critères :

- ◆ le besoin des cultures en eau : ce critère peut tenir compte des volumes d'irrigation demandés (faibles volumes demandés), du stade de développement de la culture au regard de la disponibilité de la ressource en eau et de la sensibilité des cultures au stress hydrique,
- ◆ la performance des systèmes d'irrigation, en privilégiant des systèmes d'irrigation localisée tels que le goutte-à-goutte ou la micro-aspersion,
- ◆ la forte valeur ajoutée de certaines cultures en considérant notamment l'adaptation de la culture et du système d'irrigation au sol et au climat.

Les demandes d'adaptation moins stricte des mesures de restriction comprenant les types de cultures, ainsi que les surfaces et les volumes concernés, sont déposées par l'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, au service instructeur concerné avant le **31 mai** de l'année concernée.

En cas de crise persistante (diminution des débits déjà inférieurs au DCR), le préfet peut limiter la liste des cultures spéciales.

10.8.2 – Modalités pour les cultures spéciales

L'application des restrictions à ces cultures spéciales est accordée selon les modalités ci-dessous.

Niveau de gravité

Crise

restriction

3,5 jours par semaine OU
Interdiction entre **08 h 00** et 20 h 00

10.9 – Les dérogations individuelles

Le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager ou d'un nombre limité d'usagers (gestionnaires d'ouvrages structurants, usage de l'eau dans le cadre d'un événement exceptionnel, etc.), adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, dans les conditions définies par l'arrêté-cadre en vigueur. Cette décision est alors prise en application de l'article R.211-66 du code de l'environnement.

Un rapport détaillé justifiant de ce risque devra être présenté par l'exploitant agricole ou tout autre usager avant le **1^{er} juin**.

Les éléments présentés dans la demande de dérogation porteront, a minima, sur les éléments :

- ◆ les pertes encourues (production, etc),
- ◆ pour les exploitations agricoles, l'autonomie fourragère,
- ◆ le bilan économique de l'exploitation ou de l'entreprise sans/avec ces pertes,
- ◆ tout autre élément d'appréciation motivant le demande de dérogation.

Les OUGC peuvent identifier dans les Plans Annuels de Répartition (PAR) les préleveurs agricoles souhaitant bénéficier d'une dérogation individuelle et déterminer le volume dérogatoire sollicité. Cette dérogation sera alors accordée lors de l'homologation du PAR.

Cette mesure est notifiée individuellement par lettre recommandée avec accusé de réception et publiée sur le portail Internet des services de l'Etat dans le département concerné.

Cette mesure ne peut être utilisée que pour déroger au niveau de crise.

A la demande d'un préleveur agricole dont la culture ou l'usage n'entre pas dans les mesures des articles précédents, pour ne pas se voir appliquer la règle générale, une règle moins stricte peut être proposée.

10.10 – Respect du seuil des aménagements du dispositif relatif aux cultures agricoles

Le seuil de 10 % de la Base_100 doit être respecté annuellement en prenant en compte le cumul des :

- ◆ cultures prioritaires : maraîchage – floriculture – pépinières,
- ◆ cultures spéciales : liste des cultures bénéficiant d'aménagements par zone d'alerte,
- ◆ dérogations individuelles.

L'OUGC, en lien avec la chambre d'agriculture, doit présenter les éléments de justification et apporter la preuve du respect du seuil.

Article 11 – Barrages et moulins

Toute manœuvre de vannes ou d'autres organes (passe à poissons, canal de dévalaison, rampe à canoës, ...), même partielle, pouvant provoquer artificiellement des variations de débits d'eau à l'aval des barrages et des moulins est interdite sauf accord de l'administration. Ces dispositions s'appliquent également aux ouvrages fondés en titre.

Le fonctionnement par éclusées est interdit.

Tout propriétaire ou exploitant d'un barrage ou d'un moulin doit maintenir la cote normale de la retenue, conformément à la réglementation de l'ouvrage.

Dans le cas où les conditions hydrologiques et l'état des installations, en particulier vétusté du barrage ou présence d'un ouvrage de franchissement (passe à poissons, canal de dévalaison, rampe à anguilles, rampe à canoës...) ne permettraient pas le maintien de la cote normale réglementaire, la gestion de l'aménagement doit être menée de façon à assurer un débit constant à l'aval dans le lit principal du cours d'eau.

Les dispositions précédentes, applicables en période de basses eaux, sont rendues effectives par arrêté préfectoral spécifique. Elles ne modifient pas les mesures à prendre pour faire face à la montée rapide des eaux en cas d'événement hydraulique exceptionnel.

Article 12 – Rejets

Dès la mise en place des premières mesures de restriction sur une zone géographique, la surveillance et la limitation des rejets urbains et industriels pourront être prescrites et pourront aller jusqu'à l'interdiction.

- ◆ Une surveillance accrue des rejets des stations d'épuration urbaines et industrielles est prescrite. Les travaux sur les stations d'épuration et les réseaux nécessitant le délestage direct dans le milieu récepteur sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.
- ◆ La vidange exceptionnelle des piscines publiques est soumise à autorisation de l'ARS, si le QAR est atteint par le milieu de rejet,
- ◆ La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite dans les cours d'eau quand le QAR est atteint par le milieu de rejet.

Chapitre 6 – Eau issue du réseau d'eau potable

Article 13 – Modalités pour les usages à partir du réseau d'eau potable

13.1 – Périmètre d'application géographique des restrictions

Pour les usages non prioritaires effectués depuis le réseau d'eau potable, dans un objectif d'efficacité et de lisibilité, les restrictions s'appliquent selon le lieu de consommation a minima à l'échelle communale, selon les principes suivants :

- ◆ lorsqu'une commune est concernée par **une ou plusieurs zones d'alerte**, dès qu'une des zones de la commune est concernée par un niveau de gravité, la commune est considérée sur son ensemble en restriction d'usage,
- ◆ lorsqu'une commune est concernée par **plusieurs niveaux de restriction**, c'est le niveau le plus contraignant qui s'applique.

13.2 – Limitation de la consommation d'eau potable

Dans le cadre de la solidarité sur l'eau, lorsque la commune est soumise à restriction sur les milieux naturels, le maire peut prendre un arrêté des mesures de limitation d'usage de l'eau potable, même si la ressource du réseau d'adduction d'eau potable n'est pas en tension.

Lorsque le seuil de vigilance est atteint dans une zone d'alerte où des prélèvements d'eau sont destinés à la consommation humaine, le préfet porte la situation à la connaissance des collectivités compétentes en matière d'eau potable et les invite à prendre les mesures définies dans le présent arrêté auprès de leurs abonnés, sous la forme jugée la plus opérationnelle et efficace (note d'information – arrêté – ...).

À tout moment sur un secteur donné, le préfet peut limiter ou interdire les usages de l'eau provenant d'un réseau public ou privé d'eau potable par le biais d'un arrêté préfectoral spécifique.

Dès lors qu'un arrêté préfectoral de limitation des usages de l'eau est pris par le préfet, le maire d'une commune, sous le périmètre d'action de ce même arrêté, peut décider de prendre un arrêté municipal au moins aussi contraignant que l'arrêté préfectoral.

Les restrictions peuvent être renforcées (plage horaire – régulation des débits – moyens spécifiques – ...) par la collectivité.

Les mesures prises par les collectivités sont transmises à la DDT – service eau et biodiversité et à l'ARS pour information.

Chapitre 7 – Divers

Article 14 – Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 15 – Infractions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté fera l'objet d'un procès-verbal et de poursuites en application des lois et des règlements en vigueur.

Article 16 – Contrôles

Les inspecteurs de l'environnement chargés de la police de l'eau auront en permanence accès aux installations de prélèvement et de pompage, pour le contrôle des conditions imposées par le présent arrêté.

Article 17 – Mise en application

En fonction de la situation hydrologique observée et après avis du comité de suivi opérationnel (CSO), un arrêté préfectoral de limitation des usages de l'eau définit par zone d'alerte, le niveau de mesure à prendre ainsi que la période d'application.

Lors d'une modification partielle des mesures par rapport à la précédente décision, la prise d'un nouvel arrêté de limitation des usages de l'eau est privilégiée par rapport à une modification partielle.

Afin d'apporter une meilleure lisibilité aux usagers et pour les services de contrôle, l'arrêté préfectoral de limitation des usages de l'eau :

- ◆ entre en vigueur le samedi,
- ◆ présente l'ensemble des zones d'alerte avec leur niveau de restriction, y compris les zones d'alerte sans limitation.

Sauf situation impérieuse, les mesures sont appliquées pendant au moins une semaine afin de limiter la multiplication des arrêtés et d'en permettre une bonne mise en œuvre par les usagers.

Article 18 – Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours par courrier ou via l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>) devant le tribunal administratif de Toulouse – 68 rue Raymond IV – BP 7007 – 31 068 – Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de la publication.

Article 19 – Publicité

Le présent arrêté est :

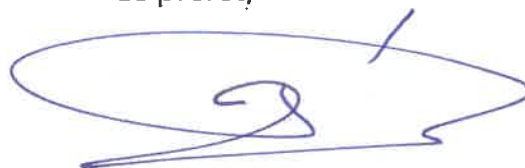
- ◆ publié :
 - ✓ au recueil des actes administratifs des préfectures concernées,
 - ✓ sur le portail Internet des services de l'Etat et reste à disposition du public,
- ◆ adressé aux mairies de l'ensemble du département pour :
 - ✓ affichage pour une durée d'un mois,
 - ✓ tenue à la disposition du public au-delà de la durée d'affichage.

Article 20 – Exécution

Le préfet de Tarn-et-Garonne, le sous-préfet de l'arrondissement de Castelsarrasin, la directrice départementale des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de Tarn-et-Garonne, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), le directeur départemental des polices urbaines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur du service de la navigation de Toulouse, les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montauban, le 31 JUL, 2023

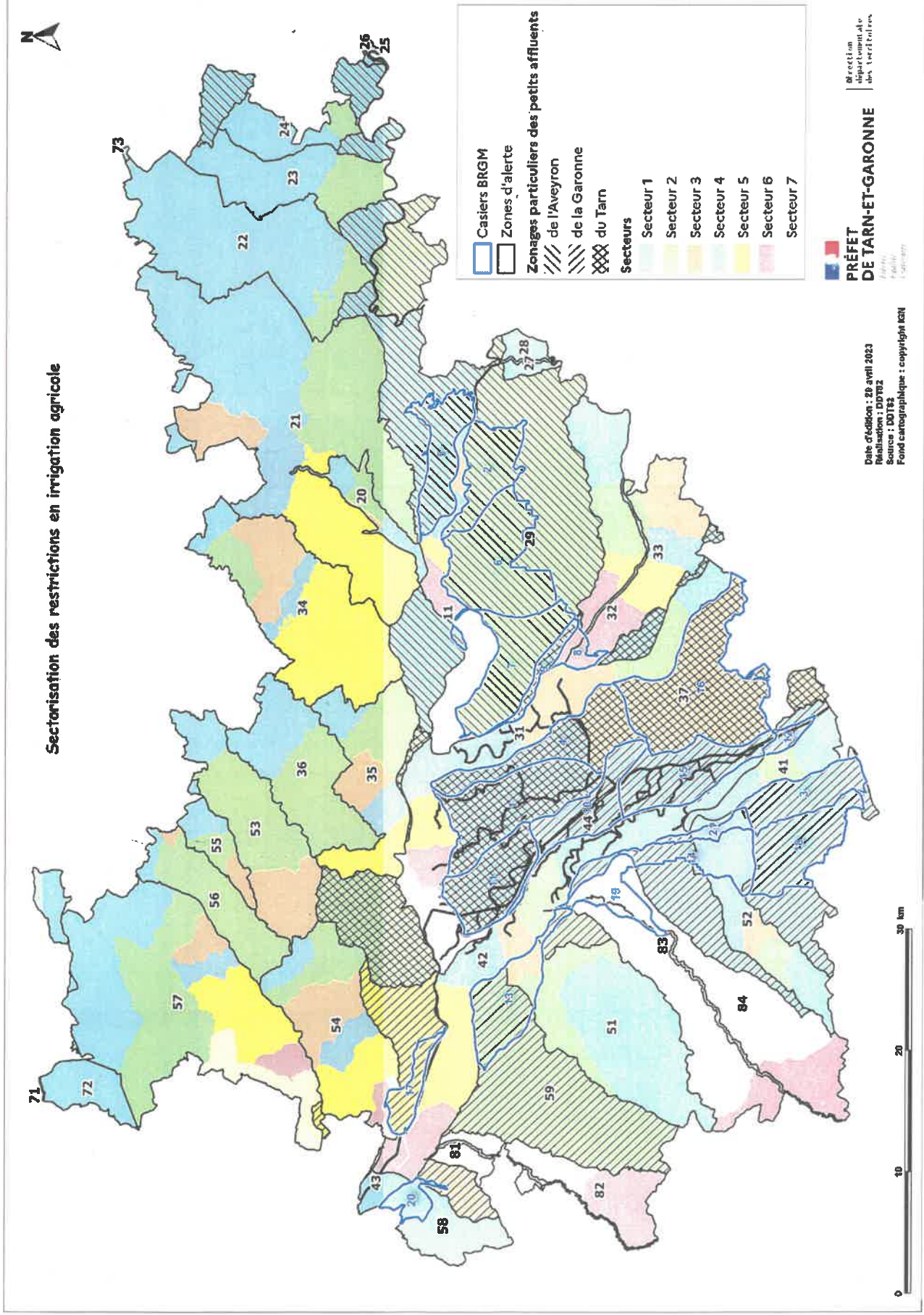
Le préfet,



Vincent ROBERTI

Annexe 1 – Présentation de la sectorisation des prélèvements d'eau à usage agricole

Sectorisation des restrictions en irrigation agricole



Annexe 2 – Sectorisation des prélèvements d'eau à usage agricole

Secteur	Lundi		Mardi		Mercredi		Jeudi		Vendredi		Samedi		Dimanche	
	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h
Restriction 2 jours par semaine	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit

Secteur	Lundi		Mardi		Mercredi		Jeudi		Vendredi		Samedi		Dimanche	
	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h	de 8 h à 20 h	de 20 h à 8 h
Restriction 3,5 jours par semaine	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit
	Interdit	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit
	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit
	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé
	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Autorisé	Autorisé	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit	Autorisé	Interdit

La mise en œuvre de cette sectorisation est applicable pour tous les secteurs d'une zone dès lors que celle-ci est concernée par une limitation des prélèvements en eau

Pour connaître le secteur de chaque prélèvement, consulter http://carte.flevoir.dz?carte=gestion_irrigation&services=DDT_82

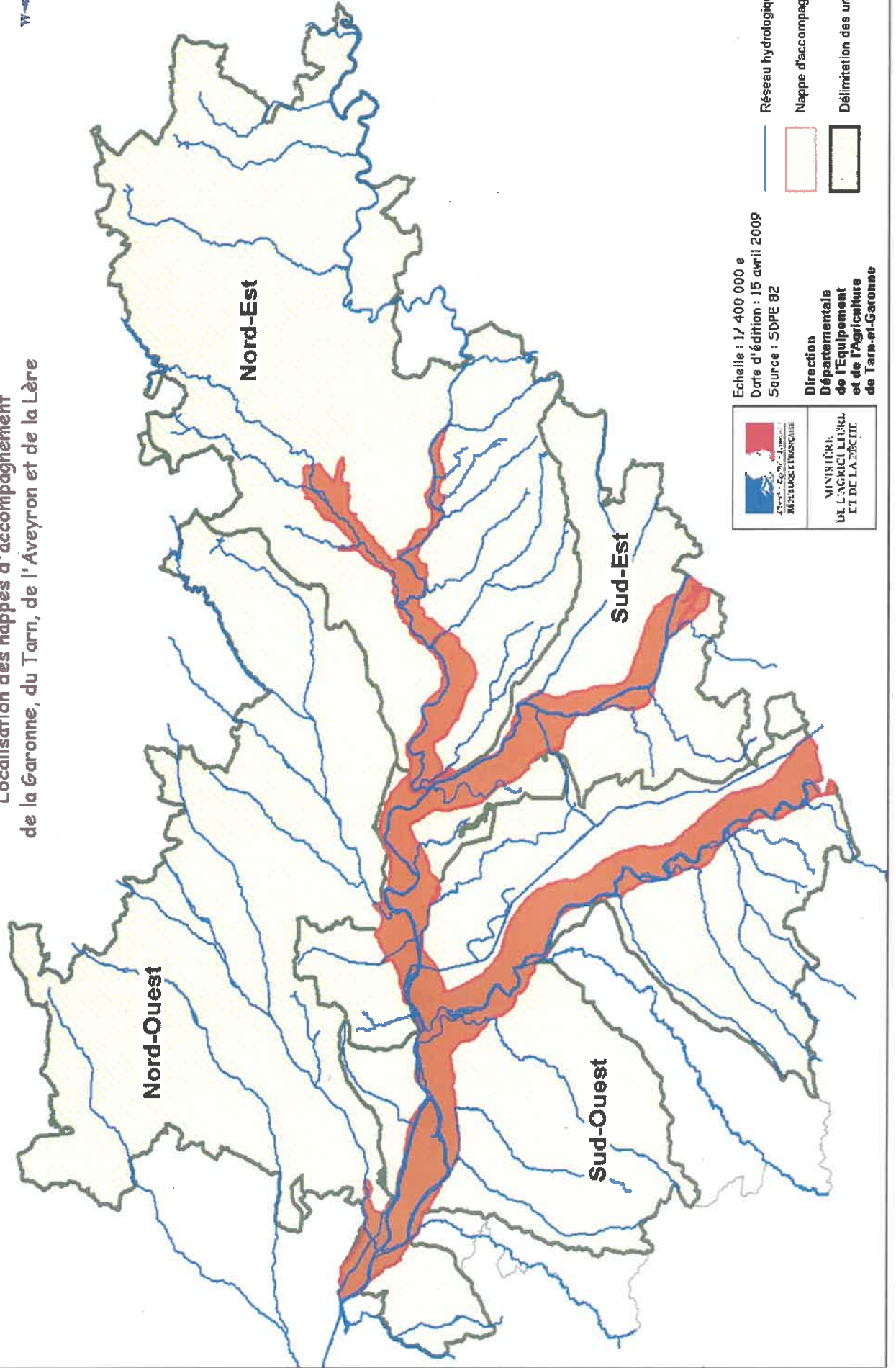
Annexe 3 – Correspondance entre commune et zone d'alerte sécheresse (art. 5)

INSEE	NOM_COMMUNE	ZONEALERTE	INSEE	NOM_COMMUNE	ZONEALERTE
82001	Albefeuille-Lagarde	31 – 37 – 44	82049	Donzac	42 – 43 – 58 – 59
82002	Albias	11 – 20 – 29	82050	Dunes	58 – 59
82003	Angeville	51	82051	Durfort-Lacapelette	35 – 36 – 37 – 53
82004	Asques	51 – 59	82052	Escatalens	37 – 42 – 44 – 59
82005	Aucamville	41 – 59	82053	Escazeaux	52 – 59 – 84
82006	Auterive	83 – 84	82054	Espalais	42 – 59
82007	Auty	21 – 34	82055	Esparsac	51 – 84
82008	Auvillar	42 – 59 – 81 – 82	82056	Espinas	22 – 23
82009	Balignac	59	82057	Fabas	37
82010	Bardigues	59 – 82	82058	Fajolles	51
82011	Barry-d'Islemade	31 – 37 – 44	82059	Faudoas	59 – 83 – 84
82012	Les Barthes	31 – 37 – 44	82060	Fauroux	57
82013	Beaumont-de-L	51 – 52 – 59 – 83 – 84	82061	Féneyrols	11 – 23 – 29
82014	Beaupuy	59	82062	Finhan	41 – 42 – 44 – 52 – 59
82015	Belbèze	59 – 83 – 84	82063	Garganvillar	42 – 51 – 59 – 83 – 84
82016	Belvèze	57	82064	Gariès	52 – 59 – 84
82017	Bessens	37 – 42 – 44 – 59	82065	Gasques	54
82018	Bioule	11 – 21 – 29	82066	Génébrières	29 – 33
82029	Boudou	31 – 37 – 42 – 44 – 59	82067	Gensac	51
82020	Bouillac	52 – 59	82068	Gimat	83 – 84
82021	Bouloc	56 – 57	82069	Ginals	22 – 23 – 24 – 29
82022	Bourg-de-Visa	57	82070	Glatens	51 – 84
82023	Bourret	42 – 59 – 84	82071	Gòas	64
82024	Brassac	54 – 57	82072	Golfech	42 – 44 – 54 – 59 – 81
82025	Bressols	31 – 37	82073	Goudourville	42 – 44 – 54 – 59
82026	Bruniquel	11 – 27 – 28 – 29	82074	Gramont	81 – 82
82027	Campsas	37	82075	Grisolles	37 – 41 – 44 – 59
82028	Canals	37 – 44 – 59	82076	L'Honor-de-Cos	11 – 29 – 34 – 35
82029	Castanet	23 – 24 – 29	82077	Labarthe	34 – 35 – 36
82030	Castelferrus	42 – 51 – 59 – 83 – 84	82078	Labastide-de-Penne	21 – 34
82031	Castelmayran	42 – 44 – 51 – 59	82079	Labastide-St-Pierre	31 – 37
82032	Castelsagrat	54 – 57 – 59	82080	Labastide-du-T.	31 – 37 – 44
82033	Castelsarrasin	31 – 37 – 42 – 44 – 51 – 59 – 83 – 84	82081	Labourgade	51 – 59 – 83 – 84
82034	Castéra-Bouzet	59	82082	Lacapelle-Livron	22 – 23 – 21
82035	Caumont	51 – 59	82083	Lachapelle	59 – 81 – 82
82036	Le Causé	52 – 84	82084	Lacour	57
82037	Caussade	20 – 21 – 29	82085	Lacourt-Saint-Pierre	31 – 37 – 44 – 59
82038	Caylus	22 – 23 – 21	82086	Lafitte	59 – 83 – 84
82039	Cayrac	11 – 20 – 21 – 29	82087	Lafrançaise	11 – 29 – 31 – 35 – 36 – 37
82040	Cayriech	21	82088	Laguépie	11 – 12 – 25 – 26 – 29
82041	Cazals	11 – 29	82089	Lamagistère	42 – 43 – 44 – 54 – 59
82042	Cazes-Mondenard	35 – 36 – 53 – 55	82090	Lamothe-Capdeville	11 – 29
82043	Comberquger	52 – 59	82091	Lamothe-Cumont	51 – 84
82044	Corbarieu	31 – 33 – 37	82092	Lapenche	21
82045	Cordes-Tolosannes	42 – 44 – 59 – 83 – 84	82093	Larrazet	51 – 59 – 83 – 84
82046	Coutures	51	82094	Lauzerte	53 – 55 – 56 – 57
82047	Cumont	51 – 84	82095	Lavaurette	21 – 22
82048	Dieupentale	37 – 42 – 44 – 59	82096	La Villedieu-du-T	37 – 44
			82097	Lavit	51 – 59

INSEE	NOM_COMMUNE	ZONEALERTE	INSEE	NOM_COMMUNE	ZONEALERTE
82098	Léojac	29 - 33	82150	Reyniès	31 - 33 - 37
82099	Lizac	31 - 35 - 37	82151	Roquecor	57 - 73
82100	Loze	21 - 22	82152	Saint-Aignan	42 - 51 - 59
82101	Malause	42 - 44 - 59	82153	St-Amans-du-Pech	57 - 73
82102	Mansonville	59 - 81 - 82	82154	St-Amans-de-Pell.	53 - 55 - 56
82103	Marignac	83 - 84	82155	St-Antonin-Noble-V.	11 - 21 - 22 - 23 - 29
82104	Marsac	59 - 81 - 82	82156	Saint-Arroumex	51
82105	Mas-Grenier	41 - 42 - 52 - 59	82157	Saint-Beauzeil	57 - 73
82106	Maubec	83 - 84	82158	Saint-Cirice	59 - 81 - 82
82107	Maumusson	51	82159	Saint-Cirq	21 - 29
82108	Meauzac	31 - 37 - 44	82160	Saint-Clair	54
82109	Merles	42 - 59	82161	St-Étienne-de-T.	29
82110	Mirabel	11 - 20 - 21 - 29 - 34	82162	Saint-Georges	21
82111	Miramont-de-Quercy	54 - 56 - 57	82163	St-Jean-du-Bouzet	59 - 82
82112	Moissac	31 - 35 - 36 - 37 - 44 - 54	82164	Sainte-Juliette	55 - 56
82113	Molières	34	82165	Saint-Loup	42 - 59 - 81 - 82
82114	Monbéqui	41 - 42 - 44 - 59	82166	Saint-Michel	42 - 59
82115	Monclar-de-Quercy	29 - 33	82167	Saint-Nauphary	29 - 32 - 33
82116	Montagudet	56 - 57	82168	St-Nazaire-de-Val.	54 - 56 - 57
82117	Montaigu-de-Quercy	57 - 72	82169	St-Nicolas-de-la-G.	31 - 37 - 42 - 44 - 51 - 59
82118	Montaïn	59 - 83 - 84	82170	Saint-Paul-d'Espis	37 - 54 - 59
82119	Montalzat	20 - 21 - 34	82171	Saint-Porquier	37 - 42 - 44 - 59
82120	Montastruc	11 - 29 - 31 - 35 - 37	82172	Saint-Projet	22 - 21
82121	Montauban	11 - 29 - 31 - 32 - 33 - 37 - 44	82173	Saint-Sardos	52 - 59
82122	Montbarla	53 - 55 - 56	82174	Saint-Vincent	20 - 21 - 34
82123	Montbartier	37 - 44 - 59	82175	St-Vincent-Lesp.	54 - 59
82124	Montbeton	31 - 37 - 44	82176	La Salvetat-Bel.	29 - 32 - 33
82125	Montech	37 - 42 - 44 - 59	82177	Sauveterre	36 - 53
82126	Monteils	20 - 21	82178	Savenès	59
82127	Montesquieu	37 - 53 - 54 - 56	82179	Septfonds	21
82128	Montfermier	34	82180	Sérignac	51 - 83 - 84
82129	Montgaillard	51 - 59	82181	Sistels	58 - 59
82130	Montjoi	54 - 57	82182	Touffailles	57
82131	Montpezat-de-Q	21 - 34	82183	Tréjouls	53 - 55
82132	Montricoux	11 - 29	82184	Vaïssac	29
82133	Mouillac	21	82185	Vaïssac	57 - 71 - 72
82134	Nègrepelisse	11 - 29	82186	Valence	42 - 44 - 54 - 59
82135	Nohic	31 - 37	82187	Varen	11 - 23 - 24 - 29
82136	Orgueil	31 - 37	82188	Varenes	33 - 37
82137	Parisot	22 - 23 - 24 - 29	82189	Vazerac	34 - 35 - 36 - 53
82138	Perville	54 - 57 - 59	82190	Verdun-sur-Garonne	41 - 42 - 52 - 59
82139	Le Pin	59	82191	Verfeil	23 - 24 - 29
82140	Piquecos	11 - 29 - 35	82192	Verlhac-Tescou	32 - 33
82141	Pommevic	42 - 44 - 59	82193	Vigueron	59 - 83 - 84
82142	Pompignan	37 - 41 - 44 - 59	82194	Villebrumier	31 - 33 - 37
82143	Poupas	59 - 81 - 82	82195	Villemade	11 - 29 - 31 - 37 - 44
82144	Puycornet	34 - 35			
82145	Puygaillard-de-Q	27 - 28 - 29 - 33			
82146	Puygaillard-de-L	59			
82147	Puylagarde	22 - 23			
82148	Puylaroque	21			
82149	Réalville	11 - 20 - 21 - 29			

Annexe 4 – Localisation des nappes d'accompagnement

Localisation des nappes d'accompagnement
de la Garonne, du Tarn, de l'Aveyron et de la Lère



Zone 11 : rivière Aveyron aval

- Secteur 1 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de sa confluence avec le Viaur (Laguépie) jusqu'à sa confluence avec le ruisseau du Rieumet (Montricoux – Bioule) en rive droite et le lieu-dit La Vergne (Nègrepelisse) en rive gauche
- Secteur 2 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de sa confluence avec le ruisseau du Rieumet (Montricoux – Bioule) en rive droite et le lieu-dit La Vergne (Nègrepelisse) en rive gauche jusqu'à sa confluence avec le ruisseau de La Vergne Basse (Nègrepelisse) en rive gauche et au droit de La Vergne Basse en rive droite
- Secteur 3 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de sa confluence avec le ruisseau de La Vergne Basse (Nègrepelisse) en rive gauche et au droit de La Vergne Basse en rive droite jusqu'à la RD 84 en rive droite (Bioule) et gauche (Nègrepelisse)
- Secteur 4 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de la RD 84 en rive droite (Bioule) et gauche (Nègrepelisse) jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Martel (Cayrac) en rive droite et le chemin menant aux lieux-dits Trégalionne et Saulex (Nègrepelisse)
- Secteur 5 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de la confluence avec le ruisseau de Martel (Cayrac) en rive droite et le chemin menant aux lieux-dits Trégalionne et Saulex (Nègrepelisse) jusqu'à la RN 20 entre le lieu-dit Château Vieux (Réalville) en rive droite et le pont d'Albias en rive gauche
- Secteur 6 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de la RN 20 entre le lieu-dit Château Vieux (Réalville) en rive droite et le pont d'Albias en rive gauche jusqu'à sa confluence avec le ruisseau de la Tauge (Montauban – Albias et Montauban – Lamothe-Capdeville) en rive gauche et le lieu-dit Capdeville en rive droite (Lamothe-Capdeville)
- Secteur 7 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de sa confluence avec le ruisseau de la Tauge (Montauban – Albias et Montauban – Lamothe-Capdeville) en rive gauche et le lieu-dit Capdeville (Lamothe-Capdeville) jusqu'à sa confluence avec le Tarn

Zone 12 : l'Aveyron médian

- Secteur 1 : L'Aveyron et sa nappe d'accompagnement, de son entrée dans le département jusqu'à sa confluence avec le Viaur (Laguépie) et ses affluents,

Zone 20 : bassin de la Lère réalimentée

- Secteur 1 : l'Ancien Cande, du lieu-dit Saint-Pierre (Caussade) jusqu'au pont de la RD 22 (à proximité du lieu-dit La Jonquière) (Caussade),
le Douvre réalimenté et le Cande réalimenté, jusqu'à la confluence avec la Lère non réalimentée (Caussade),
les prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Lère et de l'Ancien Cande
- Secteur 2 : l'Ancien Cande, du pont de la RD 22 (à proximité du lieu-dit La Jonquière) (Caussade),
la Lère réalimentée, de sa confluence avec le Cande réalimenté,

les prélèvements en cours d'eau et dans la nappe d'accompagnement de la Lère réalimentée à l'Est de l'autoroute A 20,

jusqu'au ruisseau de Paris (ou ruisseau du Mirabel) en rive droite de la Lère (Caussade) et jusqu'au ruisseau de Bergayre en rive gauche de la Lère (Caussade)

Secteur 3 : les prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Lère situés à l'Ouest de l'autoroute A 20, du pont de la RD 22 (Caussade) jusqu'au ruisseau de Paris (ou ruisseau du Mirabel) (Caussade)

Secteur 4 : la Lère réalimentée, de la confluence avec le ruisseau de Paris en rive droite de la Lère (Caussade) et le ruisseau de Bergayre en rive gauche de la Lère (Caussade) jusqu'à la confluence avec l'Aveyron (Réalville),

les puits dans la nappe d'accompagnement de la Lère réalimentée

Zone 21 : bassin de la Lère non réalimentée

Secteur 1 : la Lère et ses affluents (y compris le ruisseau du Tapon), de la limite départementale avec le Lot jusqu'à la confluence avec le ruisseau du Tapon (Cayriech) en rive gauche et le lieu-dit Les Vaysses en rive droite

Secteur 2 : la Lère et ses affluents (non compris le ruisseau du Tapon), de la confluence avec le ruisseau du Tapon (Cayriech) en rive gauche et le lieu-dit Les Vaysses en rive droite jusqu'au pont avec la RD 17 (Monteils)

la Lère, sans sa nappe d'accompagnement, du pont de la RD 17 (Monteils) jusqu'à la confluence avec le Cande réalimenté

Secteur 3 : le Cande et ses affluents, de la source jusqu'au pont sur le Cande au lieu-dit Sainte-Eulalie (Lapenche)

Secteur 4 : le Cande et ses affluents (y compris le ruisseau du Douvre), du pont sur le Cande au lieu-dit Sainte-Eulalie (Lapenche) jusqu'à la confluence avec le Douvre (Montalzat) sur la partie non réalimentée du Douvre et du Cande

Secteur 5 : les affluents non réalimentés du Cande, en aval de la confluence avec le Douvre

Exemple : ruisseau de Cousteil – ruisseau de Mirabel – ruisseau de Paris – ruisseau de Terrassou – ruisseau de Saint-Julien – ...

les affluents non réalimentés de la Lère, en aval de la confluence avec le Cande
Exemple : ruisseau du Traversié – ruisseau de Bonne Vieille – ...

Zone 22 : bassin de la Bonnette

Secteur 1 : la Bonnette et ses affluents (y compris le ruisseau de la Gourgue), de la source jusqu'au pont de la RD 29 sur la Bonnette au lieu-dit Le Martinet (Saint-Antonin-Noble-Val)

Secteur 2 : la Bonnette et ses affluents (non compris le ruisseau de la Gourgue), du pont de la RD 29 sur la Bonnette au lieu-dit Le Martinet (Saint-Antonin-Noble-Val) jusqu'à la confluence avec l'Aveyron

Zone 23 : bassin de la Seye

Secteur 1 : la Seye et ses affluents (y compris le ruisseau de Barthe Redonde), de la source jusqu'à la confluence avec le ruisseau de la Barthe Redonde (Verfeil-sur-Seye)

Secteur 2 : la Seye et ses affluents (non compris le ruisseau de Barthe Redonde), de la confluence avec le ruisseau de la Barthe Redonde (Verfeil-sur-Seye) jusqu'à la confluence avec l'Aveyron

Zone 24 : bassin de la Baye

Secteur 1 : la Baye et ses affluents, de la source jusqu'au pont de la voie communale sur la Baye au lieu-dit Alzonne (Verfeil-sur-Seye)

Secteur 2 : la Baye et ses affluents, du pont de la voie communale sur la Baye au lieu-dit Alzonne sur la commune de Verfeil-sur-Seye jusqu'à la confluence avec l'Aveyron

Zone 25 : cours d'eau du Viaur réalimenté

Secteur 1 : Le Viaur, de son entrée dans le département jusqu'à sa confluence avec l'Aveyron (Laguépie)

Zone 26 : bassin du Viaur non-réalimenté

Secteur 1 : les affluents du Viaur, de son entrée dans le département jusqu'à sa confluence avec l'Aveyron (Laguépie)

Zone 27 : cours d'eau de la Vère réalimentée

Secteur 1 : la Vère, de son entrée dans le département jusqu'à sa confluence avec l'Aveyron (Bruniquel)

Zone 28 : bassin de la Vère non-réalimentée

Secteur 1 : les affluents de la Vère, de son entrée dans le département jusqu'à sa confluence avec l'Aveyron (Bruniquel)

Zone 29 : petits affluents de l'Aveyron aval et médian

Secteur 1 : tous les affluents de l'Aveyron non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive droite de l'Aveyron (hors zones 20 – 21 – 22 – 23 – 24)

Exemple : le Gesse – le Cousteil – le Martel – le Rieumet – ...

Secteur 2 : tous les affluents de l'Aveyron non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche de l'Aveyron (hors zones 25 – 26 – 27 – 28)

Exemple : le Grand Mortarieu – le Petit Mortarieu – le Frézal – la Tauge – le Tordre – la Brive – le Longues-Aygues – le Gouyre – le Galon – le Caberrat –

Zone 31 : rivière Tarn

Secteur 1 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, de son entrée dans le département jusqu'au lieu-dit Raffanel (Reyniès) en rive droite et la confluence avec le ruisseau de Pengaline (Orgueil) en rive gauche, y compris le ruisseau de Pengaline

Secteur 2 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, du lieu-dit Raffanel (Reyniès) en rive droite et la confluence avec le ruisseau de Pengaline (Orgueil), non compris le ruisseau de Pengaline en rive gauche, jusqu'au lieu-dit Réquiem (Montauban) en rive droite et au nord du lieu-dit Belvèze (Bressols) en rive gauche

Secteur 3 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, du lieu-dit Requiem (Montauban) en rive droite et au nord du lieu-dit Belvèze (Bressols) en rive gauche jusqu'au droit du lieu-dit Briqueterie (Montauban) et aux lieux-dit Gastau et Pompigne (Albefeuille-Lagarde) en rive gauche

Secteur 4 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, du droit du lieu-dit Briqueterie (Montauban) et aux lieux-dit Gastau et Pompigne (Albefeuille-Lagarde) en rive gauche jusqu'au lieu-dit Bichet (Lafrançaise) en rive droite et le lieu-dit Vigne-Blanche (Meauzac) en rive gauche

Secteur 5 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, du lieu-dit Bichet (Lafrançaise) en rive droite et le lieu-dit Vigne-Blanche (Meauzac) en rive gauche jusqu'au droit de la RD 79 au lieu-dit Pech de Marty (Lizac) en rive droite et les lieux-dits La Rivière et Mousenuc (Les Barthes) en rive gauche, limite constituée par la RD 79

Secteur 6 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement, du droit de la RD 79 au lieu-dit Pech de Marty (Lizac) en rive droite et les lieux-dits La Rivière et Mousenuc (Les Barthes) en rive gauche, limite constituée par la RD 79, jusqu'à

- ◆ en rive droite du Tarn et sa nappe d'accompagnement :
 - ◆ au sud de la RD 101 entre Sainte-Livrade et Moissac jusqu'au pont avec le ruisseau de Delbes (Moissac)
 - ◆ du pont avec le ruisseau de Delbes (Moissac) jusqu'à la confluence avec le ruisseau du Bartac (Moissac)
 - ◆ de la confluence entre les ruisseaux du Bartac et du Delbes (Moissac) jusqu'à la confluence avec le Tarn
- ◆ en rive gauche du Tarn et de sa nappe d'accompagnement :
 - ◆ le Tarn et sa nappe d'accompagnement, jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Larone

Secteur 7 : Le Tarn et sa nappe d'accompagnement,

- ◆ en rive droite du Tarn et sa nappe d'accompagnement :
 - ◆ au sud de la RD 101 entre Sainte-Livrade et Moissac jusqu'au pont avec le ruisseau de Delbes (Moissac)
 - ◆ du pont avec le ruisseau de Delbes (Moissac) jusqu'à la confluence avec le ruisseau du Bartac (Moissac)
 - ◆ de la confluence entre les ruisseaux du Bartac et du Delbes (Moissac) jusqu'à la confluence avec le Tarn
- ◆ en rive gauche du Tarn et de sa nappe d'accompagnement :
 - ◆ le Tarn et sa nappe d'accompagnement, jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Larone

jusqu'à la confluence avec la Garonne,

ainsi que les prélèvements en nappe d'accompagnement à partir des lieux-dits La Mégère (Moissac), Pallevielles (Castelsarrasin) et Pont de Bioulle (Saint-Nicolas-de-la-Grave)

Zone 32 : cours d'eau Tescou réalimenté

Secteur 1 : le Tescounet, de la confluence avec le Thérondel jusqu'à la confluence avec le Tescou (Saint-Nauphary)

Secteur 2 : le Tescou, de la confluence avec le Tescounet (Saint-Nauphary), jusqu'au pont de la RD 91 sur le Tescou (Saint-Nauphary)

Secteur 3 : le Tescou, du pont de la RD 91 sur le Tescou (Saint-Nauphary) jusqu'à la confluence avec le Tarn (Montauban)

Zone 33 : bassin du Tescou non réalimenté

- Secteur 1 : le Tescounet et ses affluents y compris le Thérondel, de la limite départementale, jusqu'à la confluence avec le ruisseau du Thérondel (Monclar-de-Quercy)
- Secteur 2 : les affluents non réalimentés du Tescounet réalimenté, non compris le ruisseau du Thérondel, de la confluence avec le Thérondel (Monclar-de-Quercy) jusqu'à la confluence avec le Tescou non réalimenté (Saint-Nauphary)
- Secteur 3 : le Tescou non réalimenté et ses affluents, de la limite départementale avec le Tarn jusqu'au pont de la RD 37 sur le Nadalou et le Tescou (Varennnes), y compris le ruisseau de l'Hirondel en rive gauche
- Secteur 4 : le Tescou non réalimenté et ses affluents, du pont de la RD 37 sur le Nadalou et le Tescou (Varennnes), non compris le ruisseau de l'Hirondel en rive gauche jusqu'à la confluence avec le Tescounet réalimenté (Saint-Nauphary)
- Secteur 5 : les affluents non réalimentés du Tescou réalimenté, de la confluence avec le Tescounet réalimenté (Saint-Nauphary) jusqu'au pont de la RD 91 sur le Tescou (Saint-Nauphary)
- Secteur 6 : les affluents non réalimentés du Tescou réalimenté, du pont de la RD 91 sur le Tescou (Saint-Nauphary) jusqu'à la confluence avec le Tarn (Montauban)

Zone 34 : bassins du Lemboulas amont et du Petit Lembous

- Secteur 1 : le Lemboulas et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'à la RN 20 (Montpezat-de-Quercy)
- Secteur 2 : le Lemboulas et ses affluents, de la RN 20 (Montpezat-de-Quercy) jusqu'au pont de Lesparre (Montfermier)
- Secteur 3 : le Lemboulas et ses affluents, du pont de Lesparre (Montfermier) jusqu'au moulin de Sirech (Molières)
le ruisseau du Saint-Nazaire, de sa source jusqu'au pont de la route menant du lieu-dit Cerny (Molières) au lieu-dit La Bourderie (Molières)
le Petit Lembous et ses affluents, de sa source jusqu'au pont du chemin menant du lieu-dit Mondavel au lieu-dit La Tuilerie (Auty)
- Secteur 4 : le Lemboulas et ses affluents, du moulin de Sirech (Molières) jusqu'au moulin de Py (Molières)
le ruisseau du Saint-Nazaire et ses affluents, du pont de la route menant du lieu-dit Cerny (Molières) au lieu-dit La Bourderie (Molières) jusqu'au pont de la RD 22 (Molières)
le Petit Lembous et ses affluents, du pont du chemin menant du lieu-dit Mondavel au lieu-dit La Tuilerie (Auty) jusqu'au pont avec la RD 22 (Molières)
- Secteur 5 : le Lemboulas et ses affluents, du moulin de Py (Molières) à sa confluence avec le Petit Lembous (Puycornet – Vazerac)
le Petit Lembous et ses affluents, du pont avec la RD 22 (Molières) à sa confluence avec le Lemboulas (Puycornet – Vazerac)

Zone 35 : bassin du Lemboulas aval

- Secteur 1 : le Lemboulas et ses affluents, de la confluence avec le Petit Lembous jusqu'à sa confluence avec le grand fossé de Cronzou (Vazerac)

Secteur 2 : le Lemboulas et ses affluents, de la confluence avec le grand fossé de Cronzou (Vazerac) jusqu'à la confluence avec la Lupte (Lafrançaise) en rive droite et jusqu'à la confluence avec le Rieutort en rive gauche (Lafrançaise) y compris le Rieutort

Secteur 3 : le Lemboulas et ses affluents, de la confluence avec la Lupte (Lafrançaise) en rive droite et la confluence avec le Rieutort (non compris le Rieutort) en rive gauche (Lafrançaise) jusqu'au pont de Lunel (Lafrançaise)

Secteur 4 : le Lemboulas et ses affluents, du pont de Lunel (Lafrançaise) jusqu'à la confluence avec le Lembous (Moissac – Lafrançaise) en rive droite et jusqu'au droit du lieu-dit "Camp de la Fournial" (Lafrançaise) en rive gauche

Secteur 5 : le Lemboulas et ses affluents, de la confluence avec le Lembous (Moissac – Lafrançaise) en rive droite et jusqu'au droit du lieu-dit "Camp de la Fournial" (Lafrançaise) en rive gauche jusqu'à la confluence avec le Tarn (Moissac)

Zone 36 : bassins de la Lupte et du Lembous

Secteur 1 : la Lupte et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'au pont de la D 34 (Vazerac)

le Lembous et ses affluents, de sa source jusqu'au moulin de Lacoste (Cazes-Mondenard)

Secteur 2 : la Lupte et ses affluents, du pont de la RD 34 (Vazerac) jusqu'à sa confluence avec le Lemboulas (Lafrançaise)

le Lembous et ses affluents, du moulin de Lacoste (Cazes-Mondenard) jusqu'à sa confluence avec le Lemboulas (Moissac – Lafrançaise)

Zone 37 : petits affluents du Tarn

Secteur 1 : tous les affluents du Tarn non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive droite du Tarn jusqu'à Montauban inclus et en dehors de la nappe d'accompagnement du Tarn

Exemple : ruisseau de la Genibrette (Varennès) – ruisseau de la Garosse (Varennès) – ruisseau du Guitardio (Reyniès – Corbarieu) – ruisseau de Cantaloube (Corbarieu) – ruisseau de la Garrigue (Montauban) – ...

Secteur 2 : tous les affluents du Tarn non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive droite du Tarn après Montauban et en dehors de la nappe d'accompagnement du Tarn

Exemple : ruisseau de la Pleyère (Moissac) – ruisseau de la Combe Clairon (Moissac) – ruisseau de Laujol (Moissac) – ruisseau de la Madeleine (Moissac) – ruisseau de la Pissevielle (Moissac) – ...

Secteur 3 : tous les affluents du Tarn non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche du Tarn de la limite départementale avec la Haute-Garonne jusqu'au sud du canal de Montech et en dehors de la nappe d'accompagnement du Tarn

Exemple : ruisseau de Pengaline (Nohic – Orgueil) – ruisseau du Rieutort (Labastide-Saint-Pierre – Campsas) – ruisseau du Vergnet (Bressols – Labastide-Saint-Pierre – Montbartier – Montech) – ruisseau de Prat Bonchens (Lacourt-Saint-Pierre – Montauban – Bressols) – ruisseau de la Plaine (Lacourt-Saint-Pierre – Montauban) – ...

Secteur 4 : tous les affluents du Tarn non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche du Tarn au nord du canal de Montech et en dehors de la nappe d'accompagnement du Tarn

Exemple : ruisseau de la Garenne (Montauban) – ruisseau de la Garenne Basse (Montauban) – ruisseau de Payrol (Albefeuille-Lagarde – Lavilledieu-du-Temple) – ruisseau de Guignès (Meuzac) – ...

Zone 41 : fleuve Garonne amont

Point nodal de Verdun-sur-Garonne : la Garonne d'Aucamville à Verdun-sur-Garonne.

Secteur 1 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, de l'entrée du département jusqu'au droit du lieu-dit Sagnac (Verdun-sur-Garonne), jusqu'au lieu-dit Ancien moulin de Saint-Pierre en rive gauche (Verdun-sur-Garonne) et le lieu-dit Rouget en rive droite (Grisolles)

Secteur 2 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du droit du lieu-dit Sagnac (Verdun-sur-Garonne), du lieu-dit Ancien moulin de Saint-Pierre en rive gauche (Verdun-sur-Garonne) et du lieu-dit Rouget en rive droite (Grisolles) jusqu'au pont de la RD 6 (Verdun-sur-Garonne) et le lieu-dit Plumet en rive gauche (Verdun-sur-Garonne)

Secteur 3 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du lieu-dit Plumet en rive gauche (Verdun-sur-Garonne) jusqu'au pont de la RD 6 (Verdun-sur-Garonne)

Secteur 4 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du pont de la RD 6 (Verdun-sur-Garonne) jusqu'à Dieupentale en rive droite et Mas-Grenier en rive gauche et jusqu'à la confluence avec le Lambon (Mas-Grenier)

Zone 42 : fleuve Garonne médiane

Point nodal de Lamagistère : la Garonne de Verdun-sur-Garonne à Lamagistère

Secteur 1 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, de la confluence avec le Lambon (Mas-Grenier) jusqu'au pont de la RD 14 (Cordes-Tolosannes – Castelsarrasin – Saint-Porquier) (route de Belleperche à Lavilledieu-du-Temple)

Secteur 2 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du pont de la RD 14 (Cordes-Tolosannes – Castelsarrasin – Saint-Porquier) (route de Belleperche à Lavilledieu-du-Temple) jusqu'au pont de la RD 12 (Castelsarrasin) (route de Saint-Aignan à Castelsarrasin)

Secteur 3 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du pont de la RD 12 (Castelsarrasin) (route de Saint-Aignan à Castelsarrasin), jusqu'à l'autoroute A 62

Secteur 4 : la Garonne ainsi que sa nappe d'accompagnement, du pont de l'autoroute A 62 jusqu'à la RD 15 (pont de Coudol) (route de Saint-Nicolas-de-la-Grave à Boudou)

Secteur 5 : la Garonne (tronçon court-circuité amont) ainsi que sa nappe d'accompagnement, de la RD 15 (pont de Coudol) (route de Saint-Nicolas-de-la-Grave à Boudou) jusqu'à la RD 11 (route d'Auvillar à Valence-d'Agen)

Secteur 6 : la Garonne (tronçon court-circuité aval), ainsi que sa nappe d'accompagnement, de la RD 11 (route d'Auvillar à Valence-d'Agen) jusqu'à 400 mètres en aval de la confluence avec la Barguelonne et du lieu-dit Rigautière (Donzac) en rive gauche et du lieu-dit La Ferrière (Clermont-Soubiran – 47) en rive droite

Secteur 7 : le canal d'aménée, de sa dérivation (Malause) jusqu'à la confluence avec la Garonne (Golfech)

Zone 43 : fleuve Garonne aval

Point nodal de Tonneins (47) : la Garonne de Lamagistère à sa sortie du département

Secteur 1 : la Garonne, ainsi que sa nappe d'accompagnement et ses affluents non réalimentés par le canal, du lieu-dit Rigautière (Donzac) en rive gauche et du lieu-dit La Ferrière (Clermont-Soubiran – 47) en rive droite jusqu'à la limite départementale avec le Lot-et-Garonne

Zone 44 : canal latéral et canal de Montech

*Point nodal de Verdun-sur-Garonne : le canal latéral à la Garonne et le **canal de Montech** ainsi que **les cours d'eau réalimentés** à partir de ces canaux (voir liste d'exemples ci-dessous)*

Secteur 1 : le canal latéral, de son entrée dans le département jusqu'à l'embranchement du canal de Montech et les cours d'eau réalimentés

Exemple : le Lamothe puis le Tauris (ou Blanchet) – la Saudrune (ou Sandrune) puis le Pantagnac (ou Pontet ou Montfort) – la Saudrune (ou Sandrune) puis le Verdié – le Turassou puis la Garouille – les Pères puis la Garouille puis le Verdié puis le Pantagnac (ou Pontet ou Montfort) –

Secteur 2 : le canal latéral, de l'embranchement du canal de Montech jusqu'à sa sortie du département et les cours d'eau réalimentés

Exemple : l'Usine – le Méric – le Mailhol – le Brouzidou (ou Brugidou) puis le Sanguinenc puis l'Azin – le Merdaillou puis la Mouline (ou Merdaillou) – le Fossé de Castelsarrasin puis le Négresport – Les Jouanets (ou la Gravette) – le Millole – le ruisseau des Parcs – ...

Secteur 3 : le canal de Montech à Montauban et les cours d'eau réalimentés

Exemple : le Rafié – le Larone – les Sapins puis le Maribenne – le Montagné – le Bourdens puis le Perseguet – la Garenne puis la Garenne Basse puis le Laffitte – l'Espigasse – le Payrol – ...

Zone 51 : bassin de la Sère

Secteur 1 : la Sère et ses affluents, de la limite départementale avec le Gers jusqu'au pont du chemin vicinal d'Angeville (Saint-Arroumex), au droit du lieu-dit Yo (Angeville)

Secteur 2 : la Sère et ses affluents, du pont du chemin vicinal d'Angeville (Saint-Arroumex), au droit du lieu-dit Yo (Angeville) jusqu'au pont de la RD 12 (Castelmayran)

Secteur 3 : la Sère et ses affluents, du pont de la RD 12 (Castelmayran) jusqu'au gué du lieu-dit Coustou (Castelmayran)

Secteur 4 : la Sère et ses affluents non compris les prélèvements en nappe d'accompagnement de Garonne, du gué du lieu-dit Coustou (Castelmayran) jusqu'à la confluence avec la Garonne

Zone 52 : bassin du Lambon

Secteur 1 : le Lambon et ses affluents, de la limite départementale avec la Haute-Garonne jusqu'au pont de la voie communale entre Feuga (Escazeaux) et la RD 77

Secteur 2 : le Lambon et ses affluents, du pont de la voie communale entre Feuga (Escazeaux) et la RD 77 jusqu'au gué entre Roudes et Cassagne (Bouillac)

Secteur 3 : le Lambon et ses affluents, du gué entre Roudes et Cassagne (Bouillac) jusqu'au pont de la RD 3 sur le Lambon (Comberouger)

Secteur 4 : le Lambon et ses affluents non compris les prélèvements en nappe d'accompagnement de Garonne, du pont sur la RD 3 sur le Lambon (Comberouger) jusqu'à la confluence avec la Garonne

Zone 53 : bassin de la Barguelonne amont

Secteur 1 : la Barguelonne et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'au pont de la RD 29 au lieu-dit Saux (Sauveterre)

Secteur 2 : la Barguelonne et ses affluents y compris le ruisseau de Bonnet, du pont de la RD 29 au lieu-dit Saux (Sauveterre) jusqu'au pont de la RD 02 (Durfort-Lacapelette)

Secteur 3 : la Barguelonne et ses affluents, non compris le ruisseau de Bonnet, du pont de la RD 02 (Durfort-Lacapelette) jusqu'à sa confluence avec la Petite Barguelonne (Montesquieu)

Zone 54 : bassin de la Barguelonne aval

Secteur 1 : la Barguelonne et ses affluents, de la confluence avec la Petite Barguelonne jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Buffevent en rive droite (Montesquieu) et le ruisseau de Marchet en rive gauche (Saint-Nazaire-de-Valentane), y compris les ruisseaux Buffevent et de Marchet

Secteur 2 : la Barguelonne et ses affluents, de la confluence avec le ruisseau de Buffevent en rive droite (Montesquieu) et le ruisseau de Marchet en rive gauche (Saint-Nazaire-de-Valentane) (non compris les ruisseaux Buffevent et de Marchet) jusqu'au moulin de Cayrou (Saint-Nazaire-de-Valentane), y compris le ruisseau de Tanche en rive droite,

le ruisseau de Cabarieu et ses affluents, de sa source jusqu'à sa confluence avec le ruisseau de Cigalou (Montesquieu)

Secteur 3 : la Barguelonne et ses affluents, du moulin de Cayrou (Saint-Nazaire-de-Valentane), non compris le ruisseau de Tanche en rive droite jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Brézégues (Castelsagrat) en rive droite et le ruisseau de Gaillouste (Saint-Paul-d'Espis) en rive gauche, y compris les ruisseaux de Brézégues et de Gaillouste

Secteur 4 : la Barguelonne et ses affluents, de la confluence avec le ruisseau de Brézégues (Castelsagrat) en rive droite et le ruisseau de Gaillouste (Saint-Paul-d'Espis) en rive gauche (non compris les ruisseaux de Brézégues et de Gaillouste) jusqu'au pont de la RD 74 (Saint-Paul-d'Espis)

Secteur 5 : la Barguelonne et ses affluents, du pont de la RD 74 (Saint-Paul-d'Espis) jusqu'à la confluence avec le ruisseau de Carretou (Gasques) en rive droite et la première confluence du ruisseau de la Méjeanne (Goudourville) en rive gauche

Secteur 6 : la Barguelonne et ses affluents, de la confluence avec le ruisseau de Carretou (Gasques) en rive droite et la première confluence du ruisseau de la Méjeanne (Goudourville) en rive gauche jusqu'à 400 mètres en aval de la confluence avec le ruisseau de la Méjeanne Basse (limite de la nappe d'accompagnement de Garonne) (Gasques – Valence-d'Agen)

Secteur 7 : la Barguelonne et ses affluents, de la confluence avec le ruisseau de la Méjeanne Basse (limite de la nappe d'accompagnement de Garonne) (Gasques – Valence-d'Agen) jusqu'à sa confluence avec la Garonne (Lamagistère)

Zone 55 : bassin du Lendou

Secteur 1 : le Lendou et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'à la deuxième confluence avec le bras du Lendou en rive droite au lieu-dit Sainte-Foi (Tréjouis)

Secteur 2 : le Lendou et ses affluents, de la deuxième confluence avec le bras du Lendou en rive droite au lieu-dit Sainte-Foi (Tréjouis) jusqu'au pont de la RD 81 (Lauzerte)

Secteur 3 : le Lendou et ses affluents, du pont de la RD 81 (Lauzerte) jusqu'à sa confluence avec la Petite Barguelonne (Saint-Amans-de-Pellagal)

Zone 56 : bassin de la Petite Barguelonne

Secteur 1 : La Petite Barguelonne et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'au pont au lieu-dit Bouygue-Basse (Sainte-Juliette)

Secteur 2 : la Petite Barguelonne et ses affluents (non compris le Lendou et le Tartuguié), du pont au lieu-dit Bouygue-Basse (Sainte-Juliette) jusqu'à la confluence avec la Barguelonne,

Secteur 3 : Le Tartuguié, de la limite départementale avec le Lot jusqu'à sa confluence avec la Petite Barguelonne

Zone 57 : bassin de la Séoune

Secteur 1 : la Séoune et ses affluents, de la limite départementale avec le Lot jusqu'au pont de Cadamas (Lauzerte)

la Petite Séoune et ses affluents, de la source jusqu'au pont de la RD 82 (Roquecor) au lieu-dit Passerou

Secteur 2 : la Séoune et ses affluents, du pont de Cadamas (Lauzerte) jusqu'au Moulin de Fihol (Lauzerte)

le Montsembosc et ses affluents, de sa source jusqu'à la sortie du département
la Petite Séoune et ses affluents, du pont de la RD 82 (Roquecor) au lieu-dit Passerou jusqu'à la limite départementale avec le Lot-et-Garonne

Secteur 3 : la Séoune et ses affluents, du Moulin de Filhol (Lauzerte) jusqu'au lieu-dit Sainte-Livrade (Touffailles)

Secteur 4 : la Séoune et ses affluents, du lieu-dit Sainte-Livrade (Touffailles) jusqu'au pont du moulin de Coulon (Miramont-de-Quercy)

Secteur 5 : la Séoune et ses affluents, du pont du moulin de Coulon (Miramont-de-Quercy) jusqu'au pont de Jouaneri (Brassac)

Secteur 6 : la Séoune et ses affluents, du pont de Jouaneri (Brassac) jusqu'au droit du lieu-dit Bigorre (Montjoi)

Secteur 7 : la Séoune et ses affluents, du lieu-dit Bigorre sur la commune Montjoi jusqu'à la limite départementale avec le Lot-et-Garonne

Zone 58 : bassin de l'Auroue

Secteur 1 : l'Auroue et ses affluents, de son entrée dans le département (lieu-dit France à Dunes) jusqu'à sa sortie du département (lieu-dit Sempesserre-Ouest à Dunes)

Zone 59 : petits affluents de la Garonne

Secteur 1 : tous les affluents de la Garonne non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche de Garonne et en dehors de la nappe d'accompagnement de Garonne, à partir de la commune d'Aucamville jusqu'à Cordes-Tolosannes incluse.

Exemple : le Saint-Pierre – le Marguestaud – le Seconde – le Galinas – le Pontarras – le Dère – la Nadesse – le Saint-Jean – la Rayette – les Goujats – la Tessonne – ...

Secteur 2 : tous les affluents de la Garonne non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche de Garonne et en dehors de la nappe d'accompagnement de Garonne, à partir des communes de Garganvillar et Castelferrus jusqu'à Auvillar incluse.

Exemple : le Saint-Michel – le Bourdon – l'Ayroux – la Sardine – le Camuson – le Bélaouzat puis Ruisseau profond – le Cap du Pech – ...

Secteur 3 : tous les affluents de la Garonne non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive gauche de Garonne et en dehors de la nappe d'accompagnement de Garonne, à partir de la commune de Saint-Loup jusqu'à la commune de Donzac incluse.

Exemple : le Sirech – le Sempesserre – ...

Secteur 4 : tous les affluents de la Garonne non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive droite de Garonne et en dehors de la nappe d'accompagnement de Garonne, non réalimentés par le canal latéral et le canal de Montech, à partir de la commune de Pompignan jusqu'à la commune de Castelsarrasin incluse.

Exemple : le Gajac – la Saurère – la Saudèze – le Néguevielle – ...

Secteur 5 : tous les affluents de la Garonne non cités ci-dessus et leurs affluents situés en rive droite de Garonne et en dehors de la nappe d'accompagnement de Garonne, à partir de la commune de Boudou incluse jusqu'à la limite du département.

Exemple : la Sérène – le Cayrou – ...

Zone 71 : cours d'eau du Boudouyssou réalimenté

Secteur 1 : le Boudouyssou, sur la commune de Valeilles

Zone 72 : bassin du Boudouyssou non-réalimenté

Secteur 1 : le Boudouyssou et ses affluents, sur la commune de Montaigu-de-Quercy
les affluents du Boudouyssou, sur la commune de Valeilles
la Tancanne et ses affluents

Zone 73 : affluents du Lot domaniaal amont

Secteur 1 : Les lieux-dits la Garrouillade et les trois Boules sur la commune de Puylagarde

Zone 81 : cours d'eau de l'Arrats réalimenté

Secteur 6 : l'Arrats, de son entrée dans le département jusqu'au pont de la voie communale 5 au lieu-dit Sainte-Rose (Poupas)

Secteur 7 : l'Arrats, du pont de la voie communale 5 au lieu-dit Sainte-Rose (Poupas) jusqu'à sa confluence avec la Garonne

Zone 82 : bassin de l'Arrats

Secteur 6 : tous les affluents directs ou indirects de l'Arrats, de son entrée dans le département jusqu'au pont de la voie communale 5 au lieu-dit Sainte-Rose (Poupas)

Exemple : le Langlois – le Campunau – le Candelon – le Pédébaux – ...

Secteur 7 : tous les affluents directs ou indirects de l'Arrats, du pont de la voie communale 5 au lieu-dit Sainte-Rose (Poupas) jusqu'à sa confluence avec la Garonne

Exemple : la Hitte – le Bédout – le Goujon – la Teulère – le Grésas – les Aiguilles – le Thermes – le Bernicaille – le Parière – le Soliès – le Stéchinés – le Cantegril – le Michaud – ...

Zone 83 : cours d'eau de la Gimone réalimentée

Secteur 6 : la Gimone, de son entrée dans le département jusqu'au pont supportant le vannage sur la voie communale 3 au lieu-dit Rivière du Moulin (Gimat)

Secteur 7 : la Gimone, du pont supportant le vannage sur la voie communale 3 au lieu-dit Rivière du Moulin (Gimat) jusqu'à sa confluence avec la Garonne

Zone 84 : bassin de la Gimone

Secteur 6 : tous les affluents directs et indirects de la Gimone de son entrée dans le département jusqu'au pont supportant le vannage sur la voie communale 3 au lieu-dit Rivière du Moulin (Gimat)

Exemple : le Sarrampion – le Brounan – la Mayré – l'Haujoulet – la Poujoque – la Baysole – ...

Secteur 7 : tous les affluents directs et indirects de la Gimone, du pont supportant le vannage sur la voie communale 3 au lieu-dit Rivière du Moulin (Gimat) jusqu'à sa confluence avec la Garonne

Exemple : le Maravat – le Riou Grand – le Ruble – l'En Vidalot – le Caravèche – l'Averan – le Mestre Jordi – le Sasserot – le Bréville – le Miramonts – le Destarac – le Cadours – ...